

La Documentation française

Rapport d'activité 2004



Sommaire

3 L'ÉDITORIAL

5 LA DOCUMENTATION FRANÇAISE :
DES MISSIONS, DES RÉSULTATS

6 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

7 L'ORGANIGRAMME

8 **éditer**

16 **documenter**

22 **diffuser**

28 **informer**

34 **innover**

40 LES SERVICES DE LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

43 LE GLOSSAIRE DES TERMES MÉTIERS

44 LES ANNEXES

L'ÉDITORIAL

A tous égards, La Documentation française a réaffirmé en 2004 ses **missions fondatrices** et renforcé ses **activités d'édition et de diffusion**.

Cueillant les fruits de sa réorganisation, opérationnelle depuis janvier 2002, elle a appuyé ses choix stratégiques sur des composantes durables et des compétences reconnues : intelligence éditoriale dans la structuration de l'information, forte expertise en ingénierie documentaire, produits de référence salués pour leur qualité, ressources documentaires et éditoriales multiples, pôle d'édition sur internet considérable. Elle a en outre bénéficié de la grande capacité d'innovation de son personnel dont la qualification lui a permis de s'adapter à un environnement mouvant et concurrentiel.

Afin de conforter ses activités d'édition et de diffusion, elle s'est engagée à partir d'avril dans l'étude d'un rapprochement fonctionnel avec la Direction des Journaux officiels. Une « réflexion à caractère stratégique sur les missions et les positionnements respectifs » de La Documentation française et des Journaux officiels a en effet été confiée à Frédéric Tiberghien, Maître des requêtes au Conseil d'Etat, destinée à rechercher les possibilités de collaboration les plus fructueuses pour les deux institutions, dans le respect de leurs cœurs de métier respectifs. Cette réflexion a débouché début 2005.

Dans ce contexte dynamique qui profitera à l'ensemble de l'édition publique en renforçant ses complémentarités, notre stratégie s'est appliquée à affirmer notre **mission démocratique** d'information ainsi que notre engagement dans les processus de **modernisation de l'Etat**.

La Documentation française, opérateur et infomédiateur significatif et singulier de l'information administrative, s'est trouvée ainsi aux avant-postes de l'administration électronique grâce à son fort potentiel d'**innovation**. Elle y a réaffirmé plus que jamais sa position d'éditeur et de diffuseur public de référence dans ses domaines de compétence : l'actualité politique, économique, sociale, culturelle et internationale, en prise constante et directe avec l'action des pouvoirs publics qu'elle expose et explicite. L'explosion de l'audience de ses sites internet, et notamment de *service-public.fr*, est la traduction du succès que rencontre la production en ligne de La Documentation française.

Dans ce même registre, La Documentation française a continué à **enrichir ses bases de ressources éditoriales et documentaires** par le transfert partiel de *Sources d'Europe*, précédemment implanté à l'Arche de la Défense, et de ses activités d'accueil, à la faveur d'un partenariat négocié avec le nouveau Centre d'information sur l'Europe (CIE). Au terme de cet accord, elle a repris, dans ses locaux et avec ses moyens, les activités d'accueil du public et l'usage du label « Sources d'Europe », assurant ainsi la continuité du service public d'information et de documentation sur l'Europe pour le citoyen, à un moment important pour la construction européenne.

Cette opération a été aussi une opportunité unique de conforter nos activités globales d'accueil du public et d'enrichir nos ressources par le transfert dans nos espaces documentaires de 70 000 documents et de 2 500 ouvrages. Elle s'est aussi traduite par la création du **Centre de documentation France-Europe-Monde** et par une nette augmentation de la fréquentation du public.

Lors de l'inauguration de ce centre, le 7 octobre, le Premier ministre a ainsi pu saluer l'engagement de La Documentation française, « une marque essentielle au fonctionnement de la démocratie ».

Sur le plan des **résultats financiers**, l'année 2004 s'est caractérisée avant tout par la bonne tenue des objectifs du plan de consolidation dans lequel La Documentation française est engagée depuis septembre 2003. Le fait le plus marquant en est le résultat brut d'exploitation de 315 K€, supérieur à la cible initiale (184 K€).

Ce résultat positif traduit tout à la fois la progression du chiffre d'affaires et un effort très soutenu relativement aux dépenses dont le montant a été limité tant en ce qui concerne les charges variables (sous-traitance d'édition, frais postaux, etc.) que les charges fixes. Concernant les effectifs, les objectifs du plan de consolidation ont aussi été respectés : réduction à 379 agents en fin d'année et baisse de 2 % de la masse salariale.

Le **rétablissement de l'équilibre de trésorerie**, obtenu en 2003, a été maintenu en 2004 et les délais de paiement des fournisseurs respectés.

Enfin, s'agissant des dépenses financées par le Budget général, la Direction a financé la totalité de ses dépenses inéluctables et des projets nouveaux.

Sur le plan des **publications propres** à La Documentation française, 2004 marque non seulement un coup d'arrêt à la baisse des ventes constatées en 2001 et 2002, mais aussi une très nette **croissance** tant des ouvrages que des périodiques.

Croissance également pour les sites internet, *service-public.fr* comme *vie publique.fr* dépassant nettement leurs objectifs 2004. Concernant *service-public.fr*, classé comme « meilleur site public » par le *Journal du net*, je mentionnerai aussi l'aboutissement de **Coperia**, extranet qui ouvre la voie à la **production en réseau de l'information administrative**.

Pour conclure et ouvrir de nouvelles perspectives, j'ajouterai que 2004 a été l'année de lancement d'un nouveau projet prioritaire et particulièrement ambitieux, reposant sur la capacité d'expertise et d'action de plusieurs services de La Documentation française : la mise en place, dès la mi-2005, d'une importante plate-forme de **formation en ligne des fonctionnaires**, associant les principaux opérateurs de formation des agents publics (CNED, ESEN, CNFPT, IGPDE) et développé en coopération étroite avec l'ADAE, plusieurs ministères partenaires et l'IEP. Par ce projet, La Documentation française vise à devenir un acteur majeur de la formation en ligne des fonctionnaires dans le prolongement de ses activités traditionnelles, participant ainsi au développement de l'administration électronique.

Tous ces résultats encourageants, tous ces projets motivants, en phase avec un monde qui se transforme, sont le fruit d'un travail d'équipe. Je tiens donc à saluer ici les personnels de La Documentation française et leur constante implication, malgré les difficultés inhérentes à toute activité collaborative, voire pionnière. Nos efforts communs ne se relâcheront pas ; le service public exige une qualité maximale que La Documentation française offre et continuera d'offrir.

Olivier Cazenave

**Directeur
de La Documentation française**

La Documentation française : **Des missions** **Des résultats**

Créée au sortir de la Seconde Guerre mondiale, issue de deux services de documentation et de diffusion clandestine au service de la Résistance (à Londres et à Alger), la Documentation française a connu plusieurs appellations : *Direction des Informations* (décret du 23 octobre 1944), *Direction de la Documentation et de la Diffusion* (décret du 19 octobre 1945), et enfin *Direction de La Documentation française* (décret du 6 février 1976). Elle a été autorisée, dès 1946, à vendre ses premières publications. Rattachée au Secrétariat général du gouvernement en 1947, elle s'est ouverte au grand public dans les années 1950.

Missions

- Collecter et rassembler de la documentation sur la France et l'étranger
- Elaborer, éditer et diffuser sous son timbre des études et des documents d'information générale et de vulgarisation, produire des banques de données dans le domaine de l'actualité politique, économique, sociale et internationale (décret du 6 février 1976)
- Coordonner la documentation administrative (décret du 27 août 1998)
- Développer les dispositifs d'information administrative du public et de l'administration électronique grâce aux nouvelles technologies par la production ou coproduction de sites internet (arrêtés et circulaires depuis 1990), la mutualisation des contenus numériques des services de l'Etat et le développement du comarquage avec les collectivités territoriales.

Statut

- Administration centrale relevant des services du Premier ministre, placée sous l'autorité du Secrétaire général du gouvernement

Effectif budgétaire

379 personnes

Chiffres clés

Editions

422 nouveaux titres publiés en 2004 soit :
– 126 publications propres à la Documentation française dont 22 ouvrages et 104 périodiques
– 296 publications pour le compte des 150 administrations et organismes publics partenaires dont 186 ouvrages et 110 périodiques

Fréquentation des sites internet

www.ladocumentationfrancaise.fr : 3,5 millions de visites ; 16,5 millions de pages vues
www.service-public.fr : 26,4 millions de visites ; 195,3 millions de pages vues
www.vie-publique.fr : 2,9 millions de visites ; 13,2 millions de pages vues

Centre de documentation France – Europe – Monde

21 000 lecteurs

Commerce en ligne

11 800 commandes en ligne, soit +54 % par rapport à 2003
30 € : montant du panier moyen

Librairies (Paris et Lyon)

14 120 titres disponibles
83 694 ouvrages vendus
32 053 clients

Budgets

15,8 millions € : chiffre d'affaires
29,1 millions € : budget général
(13,3 au titre du budget de l'Etat)

Faits marquants de l'année

Intégration du fonds « Sources d'Europe » dans le Centre de documentation France – Europe – Monde et inauguration par le Premier ministre

- > **Août** : transfert du fonds documentaire de la médiathèque de *Sources d'Europe*, auparavant implantée à l'Arche de la Défense, au sein des services documentaires de la Documentation française (bibliothèque, dossiers internationaux)
- > **Septembre** : regroupement de la documentation spécifique sur l'Europe – ressources papier et numériques – en un lieu d'accueil central et accessible à tous, 29 quai Voltaire Paris 7^e
- > **7 octobre** : inauguration officielle de l'Espace *Sources d'Europe* et de l'*Eurolibrairie* de la Documentation française par Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, Claudie Haigneré, ministre déléguée aux Affaires européennes, Jacques Barrot, commissaire européen
- > Mise en place d'une nouvelle structure qui prend le nom de **Centre de documentation France-Europe-Monde**

Près d'un million de téléchargements pour la BRP

- > **Décembre** : la bibliothèque des rapports publics (BRP) compte 2930 rapports en ligne
- > Mise en ligne de **570** nouveaux rapports
- > **964 540** téléchargements, soit une augmentation de **+12 %** par rapport à l'année précédente. Parmi ces rapports : le rapport Camdessus (*Le sursaut – Vers une nouvelle croissance pour la France*), le rapport Thélot (*Pour la réussite de tous les élèves*) et le rapport du Conseil d'Etat

Nette augmentation des ventes des publications en propre

- > **+18 %** pour les abonnements aux périodiques et **+33 %** pour les ventes au numéro
- > **+30 %** pour les ouvrages (collections et hors-collection)

Réalisation de deux collections d'ouvrages à partir des contenus en ligne : « Droits et démarches » et « Découverte de la vie publique »

- > **Mars** : pour mieux garantir l'**accès** de tous les publics aux contenus en ligne les plus consultés, décision de création de deux éditions papier dérivées des sites internet : la collection des guides « Droits et démarches » issue de www.service-public.fr et la collection de poche « Découverte de la vie publique » tirée de la rubrique *Découverte des institutions* du site www.vie-publique.fr
- > **16 juin** : présentation de la nouvelle collection « Droits et démarches » à la **presse** et aux **partenaires**, à l'occasion de la sortie du « Guide de la famille et de la vie quotidienne », 3^e titre de la collection, dans le cadre d'une conférence-débat sur « L'édition publique et ses usagers »
- > **Juin** : diffusion de données produites par www.service-public.fr sur les sites des préfectures adhérentes au **comarquage**
- > **Juillet** : lancement de la production collaborative de l'application **Coperia** (CoProduction en Réseau de l'Information Administrative), extranet interministériel
- > **Décembre** : intégration d'un nouveau moteur de recherche sur service-public.fr et vie-publique.fr



Evolution dans la gestion commerciale et la diffusion

- > Consolidation du progiciel de gestion commerciale **Harmonie**
- > Accueil du **fonds OCDE** en diffusion en avril 2004
- > **Réorganisation des stocks** en vue d'accueillir de nouveaux fonds d'ouvrages en diffusion

Direction de la Documentation française

Directeur
Olivier CAZENAVE

**Département
de la Communication**

Responsable : Yves BOMATI

Agence comptable

Agent comptable : Thérèse CASTELLA

Formation en ligne

Chargé de mission : Guillaume DUMONT

**Sous-direction
Ressources éditoriales
et documentaires**

Jean-Yves CAPUL

Département des Périodiques

Responsable : Bernard BOULLEY
Adjointe : Marie-Agnès CROSNIER

**Département des Collections
et du Conseil éditorial**

Responsable : Isabelle CRUCIFIX

**Département
de l'Information publique**

Responsable : Martine SIBERTIN-BLANC
Adjointe : Sylvie EIMER

**Département
des Centres documentaires -
Fonds Sources d'Europe**

Responsable : Françoise MEUNIER

Dossiers internationaux

Martine RIGOR

Bibliothèque

Agnès LAVAGNA

**Sous-direction
Produits, Services
et Diffusion**

Arnaud BEAUFORT

Département des Editions

Responsable : Anne LATOURNERIE

Coordination des chefs de produits

Françoise BACNUS, Ninon BRUGUIERE,
Laëtitia FERREIRA, Dominique LESAGE, Albin
MASCIO, Catherine RHEIMS, Dagmar ROLF

Coordination technique

Édith SAINT-GERMAIN

Studio des Editions

Marie-Pascale GICQUEL-PRÉHU, création graphique
Jean-Sébastien SCHLICINSKI, réalisation éditoriale

Gestion de la sous-traitance

Martine DEGRAIN

Ateliers

Christiane CASÈS

Département des Produits Internet

Responsable : Catherine FOURNIAL
Adjointe : Bénédicte ROULLIER

service-public.fr

Bénédicte ROULLIER

vie-publique.fr

Olivier GARRY

ladocumentationfrancaise.fr

Anne ZOURABICHVILI

Département de la Promotion et de la Diffusion

Responsable : Bernard MEUNIER

Service Promotion et action commerciale

Mélanie LALLEMENT

Service Diffusion

Marc HALIMI

Librairies

Paris : Dominique QUENTIN

Lyon : Claude GUINAMARD

**Sous-direction
Administration**

Philippe CURÉ

**Mission contrôle de gestion
et contrôle interne**

Responsable : François BARRA
Chargée de mission :
Catherine de PRIGOUNOFF

**Département
des Affaires financières**

Responsable : Jérôme BÉNÉZECH

Département des Ressources humaines

Responsable : Dominique LE VAILLANT

**Département
des Systèmes informatiques**

Responsable : Erick DELAMARRE

Département des Marchés et Achats

Responsable : Serge PÉLISSIER
Adjointe : Nathalie BALESTRIÈRE

Département des Moyens généraux

Responsable : Myriam SAUGEY



éditer

**Editeur
de ses propres
périodiques
et collections**

**Editeur pour
le compte des
administrations**

Les co-éditions

La Documentation française est un **éditeur public de référence**. Elle mène en parallèle deux activités éditoriales – **édition pour son compte propre** et **édition pour le compte des administrations** – qui se confortent l’une l’autre.

ÉDITEUR DE SES PROPRES PÉRIODIQUES ET COLLECTIONS

Les ventes des publications propres de la Documentation française se sont nettement redressées, inversant ainsi la tendance lourde des années précédentes.

Ces bons chiffres résultent en grande partie des **transformations de la politique éditoriale** menée depuis plusieurs années : recentrage thématique de certains titres, changements de formule pour Problèmes politiques et sociaux et Problèmes économiques, création d’une nouvelle publication périodique Questions internationales, augmentation du nombre de parutions pour les ouvrages destinés aux concours administratifs notamment.

Les chiffres

Les **publications périodiques** ont progressé de **18 %** pour les abonnements et de **33 %** pour les ventes au numéro. Dans le même

temps, les **ouvrages** (collections et hors collections) ont vu leur chiffre d’affaires croître de **30 %**.

LES PÉRIODIQUES

L’année a été marquée par un redressement vigoureux des résultats (*voir encadré*). Si ces bonnes performances s’expliquent en partie par les effets d’un rattrapage de facturation et des retards de parution qui avaient affecté certains périodiques en 2003, il faut aussi mettre en avant des choix éditoriaux pertinents ainsi que la poursuite de la rénovation des publications.

Des choix éditoriaux pertinents

Les périodiques de la Documentation française se sont attachés à traiter en profondeur les sujets de l'actualité nationale et internationale.

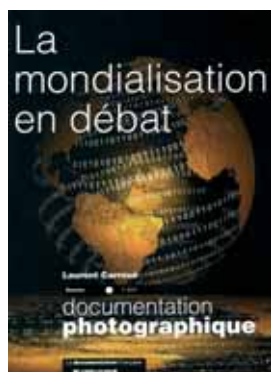


Regards sur l'actualité. La revue a consacré des dossiers aux grands sujets qui ont dominé l'actualité de la vie publique en France : le débat sur l'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme ou encore la réforme du système de santé. Autant de numéros qui ont réalisé de bons scores de ventes ; un dossier bilan sur les réformes de la justice pénale a connu

un vif succès avec plus 1500 exemplaires vendus.



Questions internationales. Pour sa deuxième année d'existence, la revue a largement confirmé des débuts prometteurs avec près de 35 000 exemplaires vendus par abonnements, en librairies, en kiosques et VPC. Plusieurs titres approchent ou dépassent les 4 000 ventes au numéro : *L'Europe à 25*, *La Chine*, *Les conflits en Afrique*.



La **Documentation photographique** avec *La mondialisation en débat* (plus de 2000 exemplaires vendus au numéro) et les deux livraisons des **Cahiers français** intitulés *Comprendre l'économie* (vendues à quelque 4 200 exemplaires chacune) ont contribué à l'effort pédagogique nécessaire pour mieux faire comprendre les grands enjeux de l'économie européenne et mondiale.

La poursuite de la rénovation des publications



La mise en œuvre de la nouvelle formule de **Problèmes économiques** à partir de mars 2004 – nouvelle maquette en bichromie, un dossier central dans chaque numéro, passage d'une périodicité hebdomadaire à une périodicité bimensuelle avec 24 numéros par an dont 2 spéciaux, création d'un comité éditorial – a permis d'arrêter l'érosion du nombre des abonnés tout en améliorant la vente de chaque numéro.

Le 40^{ème} anniversaire du **Courrier des Pays de l'Est**, marqué par un numéro spécial rétrospectif « J'ai 40 ans », a été l'occasion d'introduire quelques changements (réduction de la périodicité à 6 numéros par an dont 2 spéciaux, nouvelle couverture et nouveau format) et de lancer en mai 2004 une lettre en ligne, mensuelle et gratuite, sur l'actualité dans les pays de l'Est qui a très rapidement dépassé les 2 000 abonnés.

LES COLLECTIONS

La création de deux nouvelles collections d'ouvrages : **Les Guides des droits et démarches** et **Découverte de la vie publique**

Le succès des sites internet de la Documentation française a conduit à proposer sous la forme d'ouvrages les contenus les plus consultés de ces sites, à savoir les fiches pratiques « Droits et démarches » de *service-public.fr* et les fiches pédagogiques « Découverte des institutions » de *vie-publique.fr*.

La collection **Droits et démarches** a vu la parution en 2004 du **Guide de l'environnement et de la qualité de l'habitat**, du **Guide du fonctionnaire** et du **Guide de la famille et de la vie quotidienne**.

La collection **Découverte de la vie publique** est une collection de poche sous la forme de questions-réponses formulées dans un langage simple et pédagogique. Après *Les institutions de la France*, sont sortis *L'Union européenne et le projet de Constitution* puis *Les collectivités territoriales et la décentralisation*.

L'Europe en première ligne

L'édition dans la Collection *Réflexe Europe* d'un nouveau titre *Le budget de l'Union européenne* et d'une troisième édition de *Droit et pratique du contentieux communautaire*, la parution d'une nouvelle édition entièrement remaniée du Recueil de notices *L'Union européenne*, ainsi que l'ouvrage *L'Union européenne et le projet de Constitution*, cité plus haut, sont autant d'outils permettant au lecteur de se familiariser avec les institutions européennes ou d'en approfondir le fonctionnement.

Il faut aussi évoquer les bons résultats en librairie du volume « *Les traités de Rome, Maastricht, Amsterdam et Nice, Textes comparés* » et la future parution de la Constitution européenne « Textes et commentaires ».

Les activités des collections

La grande activité en matière de parution qu'ont connu la plupart des collections de la Documentation française s'est accompagnée de très bons résultats financiers, jamais atteints auparavant.



Trois recueils de **notices** ont paru dans l'année : *L'Union européenne*, *Instruments de la politique économique et La protection sociale*. Quant à *Institutions et vie culturelles*, il est sorti en janvier 2005, ce titre étant comme le précédent coédité avec le CNFPT. On notera les très bons résultats des notices sur *L'Union européenne* qui enregistrent des scores meilleurs que les éditions précédentes. La *Protection sociale pour sa part* a connu très vite un beau succès comparable aux précédentes éditions.



S'agissant de la Collection **Fac**, plusieurs titres dont *Thèmes de société* ou *Initiation au droit public* et bien sûr la *Note de synthèse* témoignent de bons niveaux de vente, comme l'illustre le

chiffre d'affaires (2004) de la collection qui a progressé de plus 45,9 % par rapport à 2003.

On notera que, *Thèmes de société* paru en janvier apparaît au 6^e rang du palmarès des meilleures ventes (tous produits confondus).

Quant à *Comprendre l'administration* paru fin décembre, il en est attendu de bons résultats pour 2005.



Les Études de la Documentation française

L'année peut être considérée comme très positive pour les *Études de la Documentation française*, tant en matière de qualité de la production qu'en

termes de respect des délais de résultats des ventes et de fonctionnement.

Elle a été marquée par une transformation d'importance : la disparition du titre *Notes et Etudes documentaires* au profit de celui des **Études de la Documentation française**, qui était déjà l'intitulé de la collection destinée à la vente au numéro. Cette décision mettait fin à une situation imposée en 1992 qui s'est avérée peu fructueuse et source de confusion pour tous puisque l'on avait deux présentations pour un même contenu. Marquant ce changement, une nouvelle maquette commune aux abonnés et à la vente au numéro a vu le jour.

Plus modernes et plus attrayantes, les couvertures et la maquette intérieure ont influencé favorablement les ventes.

Un service de presse au service des éditions

Le service de presse de la Documentation française, intégré au département de la communication, contribue par ses actions à faire connaître les **publications propres** de la Documentation française (périodiques et collections) et certains **ouvrages particuliers édités pour le compte des administrations partenaires**.

Il réalise des communiqués de presse, mis en ligne dans l'espace presse de *ladocumentation-*

francaise.fr, et effectue, pour un choix de journalistes, intéressés par la thématique proposée, des envois (ouvrages et/ou communiqués) soit 88 au total pour 2004.

Il a participé au lancement médiatique de la **collection « Droits et démarches »**, en préparant la conférence de presse du 16 juin consacrée à « L'édition publique au service des usagers », en

partenariat avec l'association « Communication publique », et en réalisant un dossier de presse.

Enfin, le service de presse est présent le plus souvent possible lors des **conférences de presse** organisées par les organismes partenaires ou participe à leur réalisation par des échanges de fichiers, entre autres.

EDITEUR POUR LE COMPTE DES ADMINISTRATIONS

Le rôle de la Documentation française comme éditeur public de référence pour le compte d'autrui est légitimé par sa propre **expertise** d'éditeur. Commercialement, les administrations partenaires bénéficient ainsi de l'image de la Documentation française, acteur reconnu sur le marché de l'édition.

Editeur délégué, la Documentation française apporte à ces administrations son savoir-faire éditorial et technique afin de les **accompagner** au mieux dans la définition de leurs besoins et dans la **diffusion** la plus adaptée à leurs ouvrages.



En 2004, une fois de plus **une centaine d'administrations** ont demandé à la Documentation française d'être leur **éditeur et diffuseur**.

Parmi elles : Assemblée nationale, Sénat, Conseil d'Etat, Cour de Cassation, Ecole nationale d'administration (ENA), ministère de la Justice, Conseil de l'Europe, ministère des Affaires étrangères (MAE), Commissariat général

du Plan, Conseil national du Tourisme (CNT), Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), ministère de l'Équipement, des transports et du Logement, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Groupe Caisse des Dépôts, Conseil d'analyse économique (CAE), ministère de la Fonction publique et de la réforme de l'Etat,

DGAFF, Centre interdépartemental de gestion de la Petite couronne de la région Ile-de-France (CIGPC), ministère de l'Emploi et de la Solidarité, SICOM (solidarité), DAGEMO, ANPE, Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), ministère de la Culture, Direction des Archives de France, ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, CNRS...

UN PARTENARIAT ÉTROIT AVEC LES ADMINISTRATIONS

La Documentation française a développé en 2004 un partenariat étroit avec les administrations. S'efforçant de répondre dans les meilleures conditions (en termes de délais, de coûts, d'accompagnement éditorial et commercial) à l'ensemble des demandes qui lui ont été adressées, elle a aussi tenté d'anticiper davantage les attentes des administrations partenaires en se rapprochant d'elles plus en amont et de remplir plus efficacement encore son rôle d'éditeur conseil.

Tout en essayant d'amener les ministères à se rapprocher de problématiques qui intéressent le grand public, elle demeure néanmoins leur prestataire quelque soit leur choix définitif, les accompagnant même sur des ouvrages spécialisés à faible tirage pour lesquels la ren-

tabilité du travail éditorial consenti est de fait limitée. En même temps, la Documentation française permet à une multitude d'ouvrages issus de l'administration d'être présents, d'exister sur le marché de l'édition (en librairie, par correspondance, etc.), ce qui reste essentiel pour la **diffusion de l'information publique**. A ce titre, elle remplit les missions de service public qui lui ont été fixées : diffusion de l'information publique et vulgarisation.

Dans un contexte marqué par l'**intensification de la concurrence** (concurrence accrue des éditeurs privés sur certains segments de marché et concurrence directe de l'internet), le rôle de la Documentation française est d'accompagner et d'orienter les travaux d'édition demandés par les administrations dans un sens permettant à la fois de répondre aux missions attendues et de trouver une place ainsi qu'un équilibre commercial et financier sur le marché.

LES PUBLICATIONS MARQUANTES DE L'ANNÉE

Parmi les nombreuses publications éditées par la Documentation française en 2004 pour le compte de partenaires administratifs, les ouvrages et périodiques suivants ont particulièrement marqué l'année.

Avec le **ministère de l'Intérieur**, une nouvelle collection a été initiée : *Les travaux du centre d'études et de prospective*. Elle restitue les résultats d'études, de recherches, de séminaires et de colloques dont ce centre a l'initiative et porte sur des problématiques comme les politiques territoriales, la réforme de l'Etat, les fondements de l'exercice de la puissance publique, etc.

L'Association française pour l'histoire de la Justice a publié *La justice en Algérie 1830-1962*.

Avec le **ministère de l'Environnement**, et, plus spécialement la Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale, cinq nouveaux titres ont été publiés dans la collection « Réponse Environnement », dont *Entreprises et environnement*.



Avec le **ministère de l'Équipement**, la Documentation française a continué son partenariat actif avec la Direction de la sécurité et de la circulation routières (DSCR) : *La revue de la sécurité routière*, des guides, des livrets d'apprentissage et des dépliants. Cette année a été marquée par le renouvellement de l'image graphique et le renforcement de la cohérence

éditoriale de l'ensemble de la production de la DSCR (guides et livrets d'apprentissage).

La **Datar** et le **Commissariat du Plan** sont restés un peu en retrait en 2004 quant à leur production éditoriale. Trois titres ont été publiés pour le compte de la Datar : deux dans la collection « blanche », *La France, puissance industrielle* et *Construire ensemble un développement équilibré du littoral* et un nouveau titre dans la collection « Territoires en mouvement » : *Entreprises et développement économique local*.

Avec **l'Institut des villes**, la Documentation française a enrichi la collection « Villes et société » de deux nouveaux ouvrages : *Villes et économie* et *Villes et vieillir*.

Dans le domaine de la **culture et de la communication**, à côté des nouveautés du Département des études et de la prospective du ministère de la Culture, notamment *Les loisirs culturels des 6-14 ans*, et l'édition annuelle des *Chiffres clés de la culture*, certains titres ont la vie longue, il faut le souligner. Ainsi deux ouvrages de la collection « Question de culture » ont fait l'objet d'un tirage : *Regards croisés sur les pratiques culturelles* et *Avignon, le public réinventé*.

Est parue également l'étude extrêmement approfondie *Musées en Europe*, sous la direction de Catherine Ballé et Dominique Poulot, ainsi que, toujours dans le cadre d'études comparatives internationales, *Le Spectacle vivant en Europe, modèles d'organisation et politiques de soutien*.



Dans le domaine de **l'éducation nationale et de la recherche**, La Documentation française s'est vu confier l'édition de l'important rapport de la Commission du débat national sur l'avenir de l'Ecole présidée par **Claude Thélot**. *Pour la réussite de tous les élèves*, coédité avec le CNDP, a été un grand succès de l'année avec une large diffusion tant auprès des institutionnels que du public (en librairie et par téléchargement gratuit sur l'internet).

S'adressant lui aussi à un large public, un autre titre, *Attirer, former et retenir des enseignants de qualité*, a été édité dans le cadre de l'activité de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Pour la première fois les deux rapports distincts de **l'Inspection générale de l'Éducation nationale** (IGEN) et de **l'Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche** (IGAENR) se sont trouvés réunis dans un seul et même rapport, le *Rapport annuel des inspections générales*.

Le **ministère des Affaires étrangères** reste un partenaire de premier plan pour 2004 avec la publication – très attendue – de la nouvelle version française (la dernière édition datait de 1999) du *France à 30 000* exemplaires. La conception graphique de l'ouvrage a ainsi été complètement repensée par les équipes de la Df. Est à noter aussi la publication médiatiquement remarquée du « Rapport Landau » ou *Les nouvelles contributions financières internationales*, à l'initiative de la **Présidence de la République**.

L'édition et la diffusion du **Traité établissant une Constitution pour l'Europe** ont été assurées par la Documentation française pour le compte du **SIG-MAE/Ministre délégué aux affaires européennes** (tirage de 300 000 exemplaires et diffusion auprès des préfetures et 14 000 bureaux de poste).



Dans le cadre de la nouvelle délégation de service public signée en mai 2004 avec le **Centre interdépartemental de gestion de la Petite couronne de la région Ile-de-France (CIGPC)**, une nouvelle collection a été créée, les « **Annales corrigées des concours de la fonction publique territoriale** ». Elle a pour objectif d'aider les candidats à se préparer aux différents concours territoriaux pour les catégories A, B et C. Le CIG, chargé de gérer la carrière de quelque 140 000 agents, organise à cet effet une quarantaine de concours chaque année pour plus de 20 000 candidats. En 2004, neuf ouvrages ont inauguré cette collection, structurée sur le même modèle : une présentation du cadre d'emplois (c'est-à-dire les fonctions auxquelles il donne accès, les conditions pour concourir, les modalités du recrutement, du déroulement de carrière ou de rémunération), les sujets, les indications de correction, des exemples de bonnes copies, avec les appréciations des correcteurs, les commentaires du président du jury, mais aussi, pour chaque épreuve, le cadrage et le barème adoptés par le jury.

Avec le **ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie**, la Documentation française a accueilli en édition et diffusion la publication bimestrielle de la Direction des affaires juridiques, le *Courrier juridique des finances et de l'industrie*. Celle-ci apporte un éclairage sur des thèmes juridiques d'actualité, au travers d'articles de synthèse et d'analyse des jurisprudences judiciaire, administrative et européenne.

Le **Rapport officiel Le sursaut – Vers une nouvelle croissance pour la France** de Michel Camdessus, publié à l'automne 2004, a connu un large retentissement médiatique. Après une première édition rapidement épuisée, la Documentation française a publié une édition de poche qui a, elle aussi, trouvé son public avec, en parallèle, un rythme rarement atteint de téléchargements gratuits depuis la Bibliothèque des rapports publics sur documentationfrancaise.fr.



Outre le report en 2005 de l'édition du *Guide du travail*, les publications émanant du Ministère de l'emploi et de la cohésion sociale ont connu un certain fléchissement en 2004.

Le **Ministère de la santé**, pour sa part, a publié à la Documentation française quelques titres d'organismes importants : *Le rapport de l'Observatoire national de la Démographie des professions de santé* en 4 volumes, le rapport de l'IGAS : *Gestion des âges et politiques de l'emploi*.



Pour le compte de l'ex-**ADRI** (devenue **Cité nationale de l'histoire de l'immigration**), la Documentation française a publié dans sa collection des « rapports officiels » en juin le rapport fondateur de la future Cité : « Mission de préfiguration du centre de ressources et de mémoire de l'immigration » sous la direction de Jacques Toubon.

Le **Conseil d'Orientation des retraites** a également confié à la Documentation française l'édition de son deuxième rapport, *Retraite : les réformes en France et à l'étranger ; le droit à l'information*.

Enfin, deux nouveaux organismes ont fait appel à la Documentation française pour l'édition de leur rapport d'activité : le **Comité de prévention et de lutte contre le dopage** (CPLD) et la **Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires** (MIVILUDES).



Des compétences intégrées

Pour mener à bien ses orientations éditoriales, la **Documentation française** s'est largement appuyée en 2004 sur ses propres atouts : le **studio intégré** (composé des concepteurs graphistes, des secrétaires d'édition et des metteurs en page) et les **ateliers de fabrication** d'Aubervilliers (photogravure, offset et façonnage).

L'activité globale des ateliers de fabrication d'Aubervilliers s'est accrue de façon importante en 2004 : 142 titres d'ouvrages et de périodiques ont été imprimés aux ateliers, dont 120 nouveautés, représentant ainsi 28 % de l'ensemble de la production éditoriale de la Documentation française (*Regards sur l'actualité ; Courrier des Pays de l'Est, les Etudes, Afrique contemporaine, DAI,*

Tableaux de Bord, des ouvrages pour le Plan, les rapports officiels et de nombreux rapports publics, etc.) et plus de 160 documents internes pour la promotion, les services commerciaux ou le département de la communication (rapports, dépliants, carte de communication, recto/verso d'information, etc.).

LES CO-ÉDITIONS

Soucieuse d'élargir son public traditionnel, la DF souhaite multiplier les collaborations avec les partenaires publics et privés.

Outre la poursuite du cédérom *L'actualité en revues* co-édité depuis trois ans avec le **Ministère de l'Éducation nationale** et le **CRDP du Languedoc-Roussillon** (la version 2004 comprend 10 000 documents puisés dans quatre revues de la Documentation française), plusieurs **projets** de co-édition ont été initiés en 2004 pour aboutir en 2005 :

- mise en chantier d'un ouvrage sur la Justice, en partenariat avec les **éditions du Seuil** (Seuil-Image) ; conçu de manière vivante (approche des thèmes par questions-réponses, référence aux situations vécues par les jeunes, recours à un illustrateur), ce livre a l'ambition d'offrir au public des lycéens une initiation au monde judiciaire ;
- le projet du **Petit guide de la Constitution européenne**, qui est le fruit d'un partenariat avec **France Info** ; rédigé principalement par les rédacteurs de la Documentation française, cet ouvrage est conçu pour offrir une vision claire, pédagogique et équilibrée des différents aspects du projet de traité constitutionnel.

Les nouveautés 2004

En 2004, la Documentation française a édité **422** nouveautés :

- **208** ouvrages et **214** titres de périodiques soit
- **126** publications en propre (dont **22** ouvrages et **104** périodiques)
- **296** publications pour le compte des administrations (dont **186** ouvrages et **110** périodiques).

Les meilleures ventes de l'année 2004 - classement par chiffre d'affaires

TITRE	auteur moral	quantité vendue	CA net en K€
1 Médiasig édition 2004	SIG	8 551	222,0
2 Rome / Répertoire opérationnel des métiers	ANPE	956	143,2
3 Répertoire de l'administration française 2004	DF	3 043	76,7
4 Système éducatif en France (Notices)	DF	5 721	67,1
5 L'Union européenne (nouvelle éd. - Notices)	DF	5 333	66,9
6 Culture générale : thèmes de société (Fac)	DF	5 920	60,0
7 Note de synthèse (Fac)	DF	7 531	47,8
8 Traités de Rome, Maastricht, Amsterdam et Nice	DF	4 439	42,6
9 Protection sociale en France (Notices)	DF	3 455	42,5
10 Initiation au droit public (Fac)	DF	3 390	34,8
11 Le sursaut - Vers une nouvelle croissance pour la France (les 2 éditions)	Ministère Economie	7 440	32,0
12 Conversation avec le jury (Fac)	DF	4 752	28,0
13 Comprendre l'économie II - (CF n° 317)	DF	4 280	27,5
14 Conseil d'état : rapport public 2004	Conseil d'Etat	1 745	27,5
15 Comprendre l'économie I - Concepts (CF n° 315)	DF	4 175	26,5
16 Décentralisation, Etat et territoires - CF n° 318	DF	3 520	24,2
17 Résumé de texte (nouvelle éd. - Fac)	DF	4 242	24,1
18 Traité établissant une Constitution pour l'Europe	DF	9 116	24,0
19 Collectivités locales en France 2 ^e éd mise à jour (Notices)	DF	1 966	22,6
20 L'Europe à 25 - (QI n° 7)	DF	3 405	22,0
21 Sécurité routière en France : Bilan 2003	DSCR	2 553	20,7
22 Laïcité et République	Commission Stasi Comm. Réfl. Laïcité	3 778	20,6
23 La Chine - (QI n° 6)	DF	3 075	20,4
24 Politique économique et ses instruments (Notices)	DF	1 501	19,6
25 Eléments de culture générale (Fac)	DF	2 504	19,6
26 Note administrative - édition 2003 (Fac)	DF	2 800	18,9
27 Conflit en Afrique - (QI n° 5)	DF	2 861	18,7
28 Répertoire Iconos - 9 ^e édition	DF	523	18,7
29 Guide du fonctionnaire (droits et démarches)	DF	1 740	18,6
30 Répertoire des carrières territoriales 1	CIGPC	138	16,5
Total des 30 meilleures ventes		114 453	1 254,3



documenter

**Le Centre
de documentation
France-Europe-Monde**

Les dossiers en ligne

**La « Collection des
discours publics »
en ligne**

**Les renseignements
bibliographiques**

LE CENTRE DE DOCUMENTATION FRANCE-EUROPE-MONDE

Les trois lieux d'accueil du public sur place, qui constituaient les Centres documentaires de la Documentation française, ont connu cette année de profondes mutations. Conséquence de décisions prises antérieurement, comme le transfert de la Photothèque à l'ECPAD (Ministère de la Défense), ou la mise en œuvre d'une politique documentaire nouvelle, la restructuration des Centres documentaires s'est traduite par le rassemblement des deux unités restantes (Bibliothèque et Centre de Documentation Internationale) en un lieu de consultation et d'information unique : le Centre de documentation France-Europe-Monde.

Un facteur a impulsé cette évolution : la reprise et l'actualisation, par la Documentation française, du fonds documentaire du CIE (Centre d'information sur l'Europe)-« Sources d'Europe ».

UN OUTIL POUR MIEUX COMPRENDRE L'ACTUALITÉ

Doté à présent d'un espace de consultation spacieux, moderne, aux sources multiples, le Centre de documentation France-Europe-Monde – qui a mutualisé les sources auparavant réparties entre la Bibliothèque et le CDI – propose à l'étudiant, au chercheur ou à l'historien les éléments les plus récents pour approfondir ses sujets d'étude, ainsi qu'au particulier désirant forger son opinion sur les questions contemporaines. Articles de presse, dossiers documentaires internationaux, livres ou bases de données constituent son fonds de référence.

Cette année, 3 196 nouveaux ouvrages, environ 1 100 revues (dont environ 400 par abonnement) et 4 700 dossiers en cours y sont entrés.

Parallèlement, le développement des ressources numériques poursuit sa montée en puissance avec l'utilisation de la base Lexis-Nexis (presse et législation françaises et internationales) et des sites Internet.



Le fonds d'images détenu par la Photothèque a été officiellement fermé le 17 décembre 2004 et transmis à l'ECPAD, qui en assurera la gestion et la commercialisation au début 2005. En revanche, les portraits officiels des présidents de la République sont toujours diffusés par la Documentation française.

UN NOUVEL AXE FORT : L'INFORMATION SUR L'EUROPE

Prenant appui sur ses ressources existantes sur l'Europe, le Centre de documentation de la Documentation française s'est naturellement positionné comme candidat à la reprise du fonds « Sources d'Europe ». La logique de complémentarité s'est imposée, pour le plus grand intérêt des lecteurs. La dimension juridique des documents issus de Sources d'Europe s'éclaire ainsi par les dossiers d'analyses et de débats tirés de la presse et des revues scientifiques, et constitués par les équipes de la Documentation française.

Quelque 2 300 dossiers, 2 500 ouvrages, dont un fonds historique, et une centaine de revues fournissent la matière pour comprendre la création, le fonctionnement et les programmes de l'Union européenne. La diffusion de brochures pédagogiques double la mission d'accueil documentaire, notamment à destination des enseignants.

Cette intégration a nécessité une réorganisation importante du travail des documentalistes et une réflexion des équipes sur la meilleure façon de mettre en commun, de classer et d'indexer ces ressources.

Le **service de presse** a contribué à faire connaître l'arrivée du fonds documentaire « Sources d'Europe » à la Documentation française par l'envoi de deux communiqués et d'un dossier de presse lors du transfert puis de l'ouverture du fonds au public avec son **inauguration officielle** par le Premier ministre, le **7 octobre 2004**.

UN ACCUEIL EN SALLE MODERNISÉ

L'arrivée de *Sources d'Europe* a accéléré l'évolution de l'accueil sur place. Le libre accès, instauré pour tous les documents proposés en salle, met en valeur les nouveautés. La distribution des documents est désormais assurée en continu pour les titres en magasin.

Une sélection de revues européennes est également accessible, sur deux ans, tandis que le parc des ordinateurs s'est étoffé (20 postes) ainsi que celui des équipements de reprographie.

Enfin – autre innovation –, le lecteur en salle est guidé par un « mini-portail » d'information sur les postes informatiques, qui récapitule les principales ressources bibliographiques en ligne, présentée par type d'information : presse, articles de revues, législation, statistiques, etc.

ATTIRER ET FIDÉLISER LE PUBLIC, UN OBJECTIF À POURSUIVRE SANS RELÂCHE

19 134 lecteurs ont fréquenté les deux salles de consultation, puis, à partir de septembre, le Centre de documentation. Le mode de calcul ayant changé en cours d'année une comparaison de fréquentation avec le passé s'avère impossible. Cependant, la forte hausse de fréquentation constatée en novembre (17 %) est un signe fort de l'intérêt renouvelé du public.

Contrairement aux bibliothèques universitaires ou municipales, le Centre de documentation de la Documentation française doit compter seulement sur l'intérêt de ses fonds, la qualité du service et la convivialité de la consultation pour entretenir la fréquentation. Pour que l'information se diffuse mieux, des actions ont été menées auprès de partenaires ciblés. Une information sur la nouvelle dimension du Centre documentaire auprès de bibliothèques parisiennes a rappelé les ressources sur place, et en particulier, le nouvel axe européen.



De son côté, la Photothèque a clos son activité sur un chiffre d'affaire de 28 309 €, contre 18 057 € l'année précédente. Photodoc a vendu 1043 ouvrages pour un

chiffre d'affaire de 37 389 €, de bons chiffres dus entre autres à la parution de *Vous avez dit Photographie ?* *Guide des lieux et activités*.

Des équipes de professionnels au service de la documentation en ligne

Les connaissances et savoir-faire des équipes chargées de l'accueil en salles de consultation, qui résultent d'un travail régulier de veille et de sélection de l'information, sont également mobilisées pour la réalisation de dossiers d'actualité, parfois « à chaud ».

Ainsi le service des dossiers internationaux (ex CDI) a constitué six dossiers d'actualité interna-

tionale et trois dossiers promotionnels cependant que les bibliothécaires rédigeaient neuf bibliographies.

Leurs contributions ont alimenté la rubrique la plus consultée (en nombre de pages vues) du site *ladocumentationfrancaise.fr* avec notamment les dossiers-phares sur *l'Élargissement de l'UE*, *la Constitution européenne*, *l'OMC*, *l'Élection prési-*

dentielle américaine, *la Banque mondiale*, *la Côte d'Ivoire*.

Les autres rubriques auxquelles les équipes participent (*Chronologie internationale*, *Abécédaire des organisations internationales*) rencontrent elles aussi un lectorat toujours croissant entre 2003 et 2004, avec respectivement +90,2 % et +143 % de pages vues.

LES DOSSIERS EN LIGNE

LES DOSSIERS D'ACTUALITÉ

Dans le cadre de sa mission d'information sur l'actualité politique, économique, sociale en France et dans le monde, la Documentation française propose trois collections de dossiers en ligne pour comprendre, suivre et approfondir les grands enjeux contemporains. Sur son site *ladocumentationfrancaise.fr*, une collection de **dossiers d'actualité** s'intéresse à différentes questions françaises, européennes ou internationales, en s'appuyant notamment sur les ressources éditoriales et documentaires de la Documentation française. Sur le portail *vie-publique.fr*, édité par la Documentation française, des dossiers viennent éclairer les **actualités de la vie publique** et permettent d'accéder à d'autres ressources publiques. En outre, une collection de dossiers est consacrée aux **politiques publiques**, permettant de mettre en perspective l'évolution de l'action publique dans divers domaines.

Les dossiers d'actualité de la Documentation française, sur *ladocumentationfrancaise.fr*

Avec une soixantaine de dossiers d'actualité en ligne, fruits de son savoir-faire éditorial et documentaire sur internet, la Documentation française propose dans cette collection un large éventail de thèmes d'actualité français, européens ou internationaux.

En 2004, les dossiers d'actualité publiés sur le site *ladocumentationfrancaise.fr* connaissent une impressionnante progression de leurs consultations. Avec 3 970 657 pages vues (+92,1 % par rapport à 2003) et 1 111 718 visites (+96,8 %), ils constituent la rubrique la plus consultée du site.





On notera en particulier l'intérêt suscité par les questions européennes, porté par une actualité riche en 2004 : les dossiers consacrés à l'élargissement de l'Union européenne et à la Constitution européenne sont les deux plus consultés, avec respectivement 379 696 et 295 017 pages vues. Viennent ensuite, parmi les dix dossiers ayant le plus intéressé les internautes : *la réforme de la décentralisation*, *l'Organisation mondiale du commerce (OMC)*, *la nouvelle constitution financière de l'Etat (LOLF)*, *l'élection présidentielle américaine de 2004*, *collectivités locales et contrôle de l'Etat*, *le Pacte de stabilité en débat*, *Banque mondiale, FMI et développement* et *la crise en Côte d'Ivoire*. Par ailleurs, l'offre éditoriale a continué à se diversifier en 2004, avec 14 nouveaux dossiers mis en ligne. On pourra souligner notamment le développement de thèmes administratifs.

Une **banque d'images** très fréquentée. **744 454** pages vues et **111 313** visites ont été enregistrées pour les pages « photographies » de *ladocumentationfrancaise.fr*.

Les actualités de la vie publique : des dossiers sur *vie-publique.fr*

Les dossiers d'actualité de *vie-publique.fr* sont des « repères » qui visent à donner une information générale et une mise en perspective sur les projets gouvernementaux, les institutions, les acteurs publics et les dispositifs en vigueur. Ils proposent des liens structurants vers les ressources du portail et des sites publics externes. En 2004, parmi les 17 dossiers mis en ligne, 2 dossiers sur les élections régionales et les élections européennes ont fait l'objet d'un traitement particulier tout au long de leur actualité : présentation des enjeux, des listes en présence, des résultats.

Les dossiers « Politiques publiques » sur *vie-publique.fr*

Les dossiers de « Politiques publiques » sur le site *vie-publique.fr* mettent en valeur les grandes évolutions de l'action publique à travers les ressources issues de la sphère publique (textes officiels, rapports, déclarations, etc.). Complétés par des chronologies, glossaires, bibliographies et sélections de sites Internet, ce sont des véritables dossiers de référence, pérennes et mis à jour régulièrement.

Les 22 dossiers actuellement en ligne sont présentés par grand thème. En 2004, 3 nouveaux dossiers ont été mis en ligne : politique pénitentiaire, politique de l'énergie, apprentissage et enseignement professionnel. Le dossier sur la politique hospitalière a été complètement remanié. La plupart des autres dossiers ont fait l'objet de mises à jour importantes.

LA « COLLECTION DES DISCOURS PUBLICS » EN LIGNE

La collection des discours a continué en 2004 sa mission patrimoniale de recensement et d'analyse des discours publics des principaux acteurs de la vie publique en France : Président de la République, membres du gouvernement, responsables politiques et syndicaux.

Diffusée sur *ladocumentationfrancaise.fr*, cette collection est également accessible depuis juin 2002 via le portail *vie-publique.fr*, où elle va migrer définitivement en 2005. Elle est diffusée en tant que telle, mais également en tant que ressources sur les dossiers de « Politiques publiques » et les dossiers d'actualités de *vie-publique.fr* (par exemple les prises de position sur un thème traité). Une chronologie de l'actualité politique, économique, sociale et sur les relations extérieures de la France (qui fait partie de cette collection) a fait l'objet d'une mise en valeur particulière dans le portail citoyen.



En 2004, la consultation de la Collection des discours publics n'a cessé d'augmenter : le total des recherches enregistrées (216 419) est plus de 5 fois supérieur au total des recherches effectuées en 2003, avec un pic de consultations pour les mois d'octobre et novembre où l'on a enregistré plus de 24 000 recherches mensuels.

Concernant les documents consultés (347 246), le total pour l'année 2004 est plus de 6 fois supérieur au total de 2003, avec une hausse remarquable de l'interrogation des chronologies en début d'année (6 013 en janvier, 30 138 pour toute l'année), et une forte demande des discours en octobre et novembre. Dans le palmarès des corpus constitutifs de la CDP, c'est le corpus des déclarations ministérielles et politiques qui l'emporte (257 572 documents consultés), devant les chronologies (30 138), les discours du Président de la République (25 490) et les communiqués. Depuis l'ouverture au public de cette collection, on remarque que, en règle générale, les trois dernières années sont les plus consultées, avec cette année une très forte consultation des déclarations de l'année 2003 (154 403), mais aussi une forte consultation de l'année 1981 (plus de 5 600 documents vus, essentiellement des chronologies).

Plus de 4 500 nouveaux documents ont été collectés sur les sites publics, traités et analysés. Plus de 1600 notices ont été enrichies, notamment grâce à la numérisation du texte intégral des discours antérieurs à 1999, principalement sur les grands discours de politique générale et les demandes particulières des internautes.

LES RENSEIGNEMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

Un service particulier est dédié à la Documentation française au renseignement du public sur les publications papier et en ligne de la Documentation française. Par **téléphone, courriels, lettres et télécopies**, quiconque peut obtenir une liste bibliographique sur un thème précis (*le réchauffement de la planète, les institutions européennes, la décentralisation, etc.*), retrouver un titre paru il y a quelques années, connaître le prix et la disponibilité d'une étude, etc.

Ce service peut également préciser le contenu des ouvrages et conseiller sur le choix des titres, ses réponses s'adaptant à chaque interlocuteur : collégien, étudiant, professeur, documentaliste, journaliste, chercheur...

8400 appels téléphoniques, 2330 courriels, 396 lettres et télécopies ont ainsi pu être traités par la cellule renseignements bibliographiques

En 2004, beaucoup de questions ont porté sur *le projet de Constitution européenne, les concours administratifs*, en particulier les annales corrigées du GIP Petite Couronne, et aussi le concours national de praticien d'établissements publics de santé.

Le Club des documentalistes

Depuis janvier 2000, La Documentation française anime le Club interministériel des documentalistes, structure informelle mandatée par le Secrétaire général du Gouvernement pour offrir aux professionnels de l'information un lieu d'échanges, de partages d'expériences et de mutualisation. A ce titre, elle organise des rencontres thématiques, portant sur des problématiques spécifiques (réinformatisation d'un réseau documentaire, mise en place d'un plan de formation) ou des questions récurrentes (valorisation des services documentaires, veille technologique). Chaque correspondant ministériel présente aussi les grands axes de la politique documentaire de

son ministère ou, du moins, le positionnement de la documentation au sein du ministère : deux ministères, Equipement et Affaires étrangères, ont procédé à cet exercice, qu'avait déjà initié en 2003 le ministère des Affaires sociales. Pour sa part, la Documentation française a invité le Club à venir visiter son nouveau centre de ressources sur l'Europe, à la suite de l'arrivée du fonds *Sources d'Europe*. Deux autres réunions thématiques ont porté sur des éléments à forte capacité structurante pour la fonction documentaire : l'une sur la LOLF et les conséquences prévisibles pour la gestion des centres documentaires, l'autre sur le management de l'information au sein des

administrations et le rôle que peuvent y jouer les structures documentaires.

Enfin, pour donner plus de visibilité à son activité, le Club actualise, au fur et à mesure des réunions, les rubriques d'*Interdoc*, son extranet métier hébergé sur le site *Intercom* du SIG. L'effort a été double : publier des documents dans une rubrique accessible aussi à tous les communicants de l'Etat et consacrer plus de place, dans la rubrique *Actualité*, aux événements professionnels (agenda, nouvelle rubrique documentaire accessible sur un site ministériel, lancement de projets au sein d'un centre de documentation, etc.).



diffuser

Les circuits de diffusion

Le réseau des libraires

**Les librairies de la
Documentation française**

Les ventes en ligne

Les lettres de diffusion

**La « Bibliothèque
des rapports publics »**

Le pôle « Diffusion » de la Documentation française a enregistré une **progression globale** de son CA de vente de publications de 7,7 %. Son activité se trouve complétée et renforcée par les **actions de diffusion, de promotion et de vente en ligne** du site www.ladocumentationfrancaise.fr, les nombreuses lettres de diffusion des trois sites gérés par la Documentation française, les ventes par correspondance et la forte fréquentation de la Bibliothèque des rapports publics.

LES CIRCUITS DE DIFFUSION

La Documentation française, outre ses missions d'éditeur de référence, est également le diffuseur et le distributeur d'un grand nombre d'organismes publics nationaux et internationaux. A ce titre elle s'attache à satisfaire aux exigences de cette activité dont elle développe les multiples facettes.

Sa **réussite** en tant que diffuseur s'illustre de différentes façons :

- la croissance des différents segments de chiffre d'affaires ;
- ses partenariats avec les administrations et/ou organismes internationaux toujours plus nombreux à faire appel à elle pour leur diffusion ;
- un service qui satisfait la clientèle avec la stabilisation du progiciel commercial lui permettant d'honorer les commandes dans un délai de 48 heures.

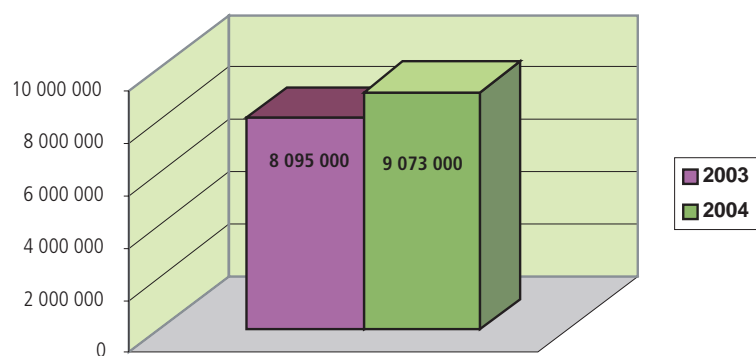
La Documentation française s'est en effet adaptée aux nouveaux enjeux de la diffusion grâce à un **progiciel de gestion commerciale**, mis en place en 2003, qui lui permet désormais de réaliser l'informatisation complète de sa diffusion – de la commande à l'expédition – et de bénéficier d'outils de *reporting on line* et en temps réel.

Cette avancée technique s'accompagne d'une **promotion optimisée** des ouvrages qu'elle diffuse. Elle a investi pour cela, d'une part dans la refonte de ses conditions générales de vente aux libraires de façon à encourager les libraires à mettre en avant ses titres, d'autre part dans l'utilisation maximale des possibilités offertes par l'internet (information régulière des web-librairies).



En outre, la Documentation française **diffuse de nombreux éditeurs** en plus de sa propre production. Ainsi en 2004, elle a intégré l'ensemble du fonds de l'OCDE (à l'exception des périodiques), ce qui représente un apport de plus de 1000 références.

Evolution du CA de ventes de publications



LE RÉSEAU DES LIBRAIRES

Sur plus de 4000 libraires référencés, 800 (premier niveau de clientèle) réalisent un CA supérieur à 100 € (les 20 premiers libraires représentent à eux seuls près de 40 % de ce CA)

Les attachés commerciaux (au nombre de 5) ont démarché plus de 500 libraires, une fois par trimestre en moyenne, excepté pour Paris, où certains d'entre eux ont été visités entre 1 et 2 fois par mois.

Tout au long de l'année 2004, la Documentation française a réalisé un certain nombre d'actions promotionnelles en direction de la clientèle des professionnels : promotion globale du fonds à la rentrée universitaire, thématique autour de la préparation aux concours, particulière autour d'une nouvelle collection avec mise en place d'une PLV.

CA libraires sur 2 ans

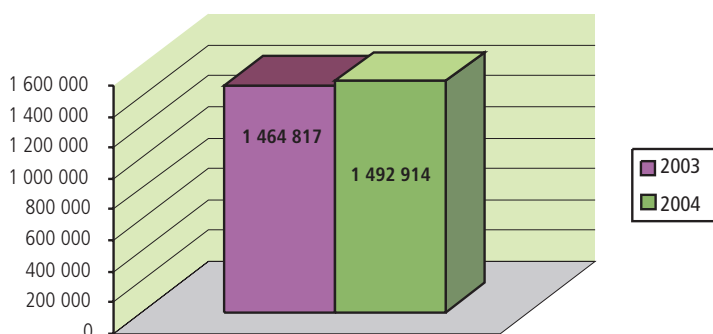




LES LIBRAIRIES DE LA DF

Les deux librairies de la Documentation française (Paris et Lyon), véritables librairies inter-administratives, assurent la promotion et la diffusion de l'ensemble du catalogue de la Df ainsi que de publications venant compléter l'offre.

Evolution du CA des librairies DF



LES VENTES EN LIGNE

La fréquentation du site *ladocumentationfrancaise.fr*, dont l'objectif est de valoriser l'ensemble des services et produits et d'assurer la **vente en ligne des publications**, a poursuivi sa progression par rapport à 2003 avec 16,6 M de pages vues **(+34,7 %)** et 3,6 M de visites **(+43,9 %)**.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des ventes en ligne a progressé de **50 %**, atteignant 350 000€. 11 800 commandes ont été enregistrées avec un montant du panier moyen de 29,50€.

L'ensemble de cette progression peut être attribuée à deux facteurs majeurs :

- la confiance et l'intérêt croissants des internautes dans la vente en ligne (+62 % sur les sites du panel ACSEL en 2004)
- un travail soutenu de l'ensemble des contributeurs du site pour offrir un contenu de qualité à jour et valoriser l'offre payante.

Pour faire suite à l'enquête utilisateurs lancée en 2003 et achevée en 2004, de nombreuses évolutions ont été apportées au site, le positionnant plus clairement à la fois comme **fournisseur de contenus gratuits** de qualité et comme point d'**accès** privilégié à l'important **catalogue éditorial des publications payantes**.

Enfin, la **conception d'une troisième version** du site a été lancée dans un objectif de complémentarité fluide des différentes offres. Elle ouvrira en 2005.

Evolution des ventes en ligne

	2002	2003		2004	%
CA	158 068€	231 778€	46 %	347 570€	+50 %
Nbre de commandes	non disponible	8 359	-	11 800	+41 %
Montant du panier moyen	non disponible	27,70€	-	29,50€	+6,7 %

LES LETTRES DE DIFFUSION

La Documentation française offre sur ses sites l'abonnement à différentes lettres de diffusion. L'internaute peut donc recevoir par messagerie électronique les documents suivants :

> à partir de **ladocumentationfrancaise.fr**, tous les quinze jours :

la **Lettre de la Documentation française** informe bimensuellement sur les nouveautés éditoriales et documentaires de l'institution ainsi que sur les événements auxquelles elle participe ;

la **Lettre de la Bibliothèque des rapports publics** permet de recevoir la liste des rapports récemment publiés en ligne et une sélection de rapports sur un sujet d'actualité ;

la **Lettre de Problèmes économiques** informe sur les principaux sujets traités dans le numéro de la revue publiée dans la quinzaine ;

Une nouvelle lettre depuis mai 2004, la **Lettre du Courrier des Pays de l'Est** donne **chaque mois** les actualités de la région, un agenda, une bibliographie. Elle permet également d'être informé du sommaire de chaque nouveau numéro de la revue ;

> à partir de **vie-publique.fr**, tous les quinze jours, la **Lettre de Vie-publique.fr** présente la diversité des ressources du portail sur une politique publique en débat, la liste des informations publiées sur le site pendant les quinze derniers jours et une sélection de rapports publics récents ;

> à partir de **service-public.fr**, chaque semaine, la **Lettre de Service-public.fr** présente les dernières informations administratives utiles à la vie quotidienne, organisées en différentes rubriques – *Actualités*, *En bref*, *Découvrir*, *Rendez-vous* –, ainsi que les dernières actualités utiles aux professionnels.

Tous les deux mois, la **Gazette de Service-public.fr** réserve aux partenaires de **service-public.fr** les informations sur l'avancée des projets et les évolutions de **service-public.fr**.

Toutes ces lettres ont connu en 2004 de **forts taux de progression**.

	abonnés 2003	abonnés 2004	progression
Lettre de Service-public.fr	62 565	91 513	+46 %
Lettre de Vie-publique.fr	18 587	40 394	+117 %
Lettre de la Documentation française	18 910	25 393	+34 %
Lettre de la Bibliothèque des rapports publics	10 790	17 523	+62 %
Lettre de Problèmes économiques	4 980	6 722	+35 %

N.B. : la Lettre du Courrier des Pays de l'Est, créée en mai 2004, a été diffusée fin décembre à près de 2500 abonnés.

La lettre de Problèmes économiques

LA BIBLIOTHÈQUE DES RAPPORTS PUBLICS

La Bibliothèque des rapports publics poursuit sa progression en 2004 avec plus d'1 200 000 pages vues, soit une augmentation de 38 % par rapport à 2003, et plus de 964 000 téléchargements de rapports, soit une progression de 12 %.

La consultation, au cours de l'année 2004, de plus de 75 % du fonds disponible, consolide la vocation patrimoniale de cette bibliothèque.

La diffusion des rapports publics n'a pas faibli non plus, puisque ce sont plus de 570 rapports qui ont été collectés, référencés et mis en ligne, ce chiffre permettant à la BRP d'atteindre le nombre de **3000 rapports proposés**, sur tous les thèmes de l'action publique.

La **Lettre d'information de la BRP**, envoyée tous les quinze jours, élargit également son public puisqu'elle compte, à la fin de l'année, **17 500 abonnés**.

Les rapports de Michel **Camdessus** (*Le sursaut, Vers une nouvelle croissance pour la France*), avec 41 000 téléchargements, et de Claude **Thélot** (*Pour la réussite de tous les élèves*), avec 28 500, le rapport du **Conseil d'Etat** (12 500 téléchargements) sont les trois premiers documents téléchargés en 2004.





informer

service-public.fr,
le portail de
l'administration
française

vie-publique.fr,
un portail
pour le citoyen

Visiteurs
et délégations
étrangères

Une information
relayée

L'information à l'utilisateur est au cœur des missions de la Documentation française.

SERVICE-PUBLIC.FR, LE PORTAIL DE L'ADMINISTRATION FRANÇAISE

Créé en octobre 2000, www.service-public.fr est devenu, avec près de 2,5 millions de visites mensuelles, le site de référence des usagers de l'administration : 96 % des utilisateurs s'en déclarent satisfaits et le placent en tête des sites publics visités (Enquêtes Opinion Way – décembre 2003 et Journal du Net – mars 2005)

Sa mission est de simplifier la vie quotidienne des usagers dans leurs relations avec l'administration. En se plaçant du point de vue de l'utilisateur, *service-public.fr* contribue à rendre l'administration plus simple, plus transparente et plus conviviale.

Il est décliné en deux espaces : un *Espace Particuliers* pour le grand public et un *Espace Professionnels* essentiellement dédié aux professions indépendantes et aux petites entreprises.

Les trois grandes fonctions de *service-public.fr* pour répondre aux attentes des usagers de l'administration

- > Donner accès à l'ensemble de l'information administrative en la rendant plus simple et plus claire avec le **Guide des droits et démarches** et la rubrique **Actualités** ;
- > Offrir des services pratiques qui facilitent les démarches de chacun avec près

de 2000 formulaires en ligne, 280 télé-services et un service de **messagerie** pour répondre aux demandes de renseignements administratifs des usagers ;

- > Orienter l'utilisateur dans le dédale de l'administration avec l'**annuaire des sites internet publics** et l'**annuaire de l'administration**.



Les principales évolutions du site en 2004

L'année a été marquée par le **déploiement de nouvelles applications** : mise en service de l'application **COPERIA** (CoProduction en Réseau de l'Information Administrative) pour la production des contenus de Service-public.fr, développement et mise en service d'un nouvel outil de diffusion : **AMELIA** (Application de Mise En ligne de l'Information Administrative), nouvelle intégration du moteur de recherche sur le portail. L'utilisateur du guide *Vos droits et démarches* a ainsi pu bénéficier d'une nette **amélioration de la mise en page** des fiches d'information et de nouvelles **fonctionnalités** pratiques : envoyer une page à un destinataire, imprimer directement au bon format, réagir d'un clic sur le contenu d'une fiche par exemple. La rubrique *Actualités de l'Espace Particuliers* s'est en outre enrichie d'un **agenda annuel des principales démarches administratives** permettant à l'internaute de connaître les démarches administratives qu'il doit faire à une période précise de l'année.

Une diffusion des contenus démultipliée grâce au co-marquage

Faire rimer **administration et proximité**, c'est l'enjeu du co-marquage, un système de mutualisation des données administratives entre un site national, *service-public.fr*, et de multiples sites locaux. Le co-marquage permet aux sites de proximité, naturellement consultés par l'utilisateur pour se renseigner, de rediffuser les contenus de *service-public.fr* et de les enrichir de données locales complémentaires.

L'**adhésion au co-marquage** s'effectue soit directement avec la Documentation française, soit par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignations qui a développé, dans le cadre d'un partenariat conclu en août 2002 avec la Documentation française, *service-public local*, une plate-forme intégrée de co-marquage avec *service-public.fr*.

L'année 2004 a été marquée par deux importants partenariats pour le co-marquage du guide *Vos droits et démarches* :

- le premier, signé en juin 2004 avec le ministère de l'Intérieur, concerne son déploiement sur l'ensemble des sites des préfectures via la plate-forme *service-public local*.
- le second, conclu en novembre 2004 avec la Délégation interministérielle à la famille et la Direction générale de l'action sociale, vise à déployer ce co-marquage sur les sites des Points Info Famille, également via la plate-forme *service-public local*.

Avec **483 conventions** signées, près de **12 000 communes** sont potentiellement concernées par le co-marquage à la fin 2004.

A noter aussi que *service-public.fr* est aussi utile aux non-internautes puisque sa base de données est utilisée par les téléopérateurs du **3939 Allo service public** pour répondre aux demandes de renseignement administratif par téléphone.

La messagerie de service-public.fr : un service interactif apprécié des usagers

La rubrique *Posez votre question* de *service-public.fr* permet aux internautes d'adresser des messages qui portent sur :

- des remarques ou des questions sur *service-public.fr* : référencer un site public, signaler une mise à jour sur l'annuaire des services de l'administration, signaler un problème ;

– des demandes de renseignements administratifs. Sur les 4500 messages reçus par mois sur la messagerie de *service-public.fr*, 85 % concernent des demandes de renseignements administratifs, traitées par les agents des Centres interministériels de renseignements administratifs (Cira) et de la Direction des journaux officiels. En 2004, 51 224 messages au total ont été traités (+24 % par rapport à 2003), *service-public.fr* depuis son ouverture en octobre 2000 ayant traité plus de 180 000 messages.

Les résultats de l'enquête de satisfaction sur le public de la messagerie

Selon les résultats de l'enquête (société Opinion Way, décembre 2004), la messagerie toucherait un public au profil particulier parmi les internautes de *service-public.fr* : plus âgé, moins diplômé, CSP moins élevée, plus inactif et plus rural, ce public rencontrerait plus de difficultés d'appropriation de l'information et attendrait un accompagnement ainsi qu'une information délivrée « individuellement ».

60 % des personnes interrogées estiment avoir gagné du temps dans leurs recherches ou démarches auprès de l'administration ; **87 %** jugent la rubrique *Posez votre question* plus pratique que d'autres modes de contact avec les organismes publics (guichet, téléphone, courrier) ; **88 %** la jugent plus facile à utiliser, **81 %** plus rapide ; **84 %** la recommanderaient à un proche cherchant des renseignements administratifs.

En ce sens, ce service s'avère réellement **complémentaire** de l'activité strictement informationnelle du site et donc susceptible de capter de nouvelles populations.

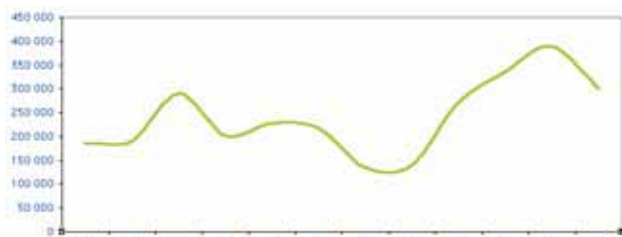
Une audience en progression constante

En 2004, avec 26,4 millions de visites, *service-public.fr* a enregistré 5,5 millions de visites supplémentaires (+26,3 % par rapport à 2003).

En outre, la plate-forme *service-public local* de la Caisse des dépôts a recueilli plus de 4,8 millions de visites en 2004 pour la consultation du guide *Vos droits et démarches* diffusé sur les sites des collectivités territoriales. La consultation des contenus diffusés sur *service-public.fr* connaît donc un accroissement considérable.

Evolution de la fréquentation de service-public.fr en 2004

Le graphique ci-dessous représente l'évolution du nombre mensuel de visites ⁽¹⁾ sur le portail de l'administration. Les données sont collectées par le logiciel Xiti (At Internet), labellisé par l'organisme Diffusion Contrôlée.



(1) La visite « se traduit par un ensemble de pages diffusées sur un même site. Une absence de consultation de nouvelles pages sur ce site, depuis un même poste connecté, dans un délai excédant 30 minutes, vaut pour fin de la visite.

Le nombre de visites sur un site s'exprime par rapport à une période de temps donnée (la journée, la semaine, le mois...).» (source : Xiti)

VIE-PUBLIQUE.FR, UN PORTAIL POUR LE CITOYEN

Le portail *vie-publique.fr*, édité par la Documentation française dans le cadre de sa mission générale d'information et de documentation sur l'actualité politique, économique, sociale et européenne, est destiné à faciliter l'accès des internautes aux ressources et données utiles pour appréhender les grands sujets qui animent le **débat public français**. Ouvert en juin 2002, il a reçu près de **3 millions de visites** en 2004 pour **13 millions de pages vues** ; bien référencé dans les moteurs et annuaires du web, il reçoit la majorité de ses consultations via une interrogation dans un moteur externe. *vie-publique.fr* est également accessible à partir de la page d'accueil de *service-public.fr*.

Trois approches offertes aux citoyens pour comprendre la vie publique

- > **Se repérer** par des *Dossiers documentaires* sur les grandes politiques publiques et leurs évolutions à travers des documents de référence (lois, rapports, études, déclarations) et des repères (chronologies, glossaires, etc.), la *Collection des discours publics* (près de 150 000 documents sur 30 ans de vie publique), les *Accès thématiques* ;
- > **S'informer** grâce à la rubrique *Actualités de la vie publique* et à la *Bibliothèque des rapports publics* (plus de 3 200 rapports et 964 000 téléchargements) ;
- > **Découvrir et participer** par la rubrique *Découverte des institutions et de la vie publique* (des centaines de questions-réponses, animations, etc.), le *Répertoire des forums publics*.



Les principales évolutions du site en 2004

– une offre enrichie

La rubrique *Découverte des institutions* a été complétée par le chapitre « Qu'est-ce que l'Union européenne ? » : 80 fiches pour comprendre l'Europe et la citoyenneté européenne, le fonctionnement des institutions européennes et les moyens d'action de l'Union européenne.

L'actualité de la vie publique a été soutenue avec une moyenne de cinq articles par semaine et un dossier d'actualité toutes les trois semaines. La collection des dossiers de fond sur les politiques publiques s'est enrichie ou actualisée sur les thèmes suivants : décentralisation, logement social, politique de l'énergie, apprentissage et enseignement professionnel, prévention des risques technologiques et industriels majeurs, politique hospitalière et sécurité alimentaire.

L'enquête de satisfaction auprès des utilisateurs : un premier bilan positif

Les résultats de l'enquête (société Opinion Way, décembre 2004) révèlent que :

98 % des utilisateurs interrogés sont satisfaits dont 39 % très satisfaits ;

60 % jugent l'information diffusée sur le site très utile, 51 % la jugent très sûre et

48 % la considèrent très actualisée.

Les rubriques favorites

Actualités, *Découverte des institutions* et de la *vie publique* et la lettre de *vie-publique.fr*.

La mission pédagogique du site et son rôle de portail sont ainsi clairement identifiés.

Les visiteurs de *vie-publique.fr*

Majoritairement composé de femmes (**61 %**), d'un âge (**40,4 ans**) un peu supérieur à la moyenne des internautes, le public de *vie-publique.fr* a un fort niveau d'études supérieures (**41 %** de CSP A) et se caractérise par une représentation importante de fonctionnaires (**55 %** dont un quart de catégorie A) et d'acteurs de la vie publique (près de 30 % d'associatifs, d'élus ou de syndicalistes).

44 % visitent le site à titre professionnel ; **43 %** de façon mixte ; **40 %** le consultent de une à plusieurs fois par semaine, **10 %** quotidiennement.

Le site touche donc un large public avec un bon taux de pénétration auprès des **citoyens impliqués dans la vie publique ou la vie politique**.

– une évolution technologique

En juillet, la production des contenus de *vie-publique.fr* a migré sur le logiciel **SPIP** issu des « technologies du libre » (open-source) et disponible sous licence GPL, une évolution majeure préparée dès mars 2004 par les équipes de la Documentation française.

Cette application ouvre de nouvelles possibilités de diffuser les informations de *vie-publique.fr* sur d'autres sites publics avec la mise en place de système de **syndication** de contenus (fils RSS), au travers d'une politique partenariale d'échange et de mutualisation des informations à destination des citoyens avec d'autres acteurs publics.

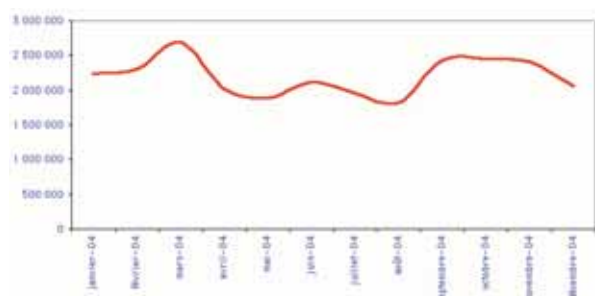
Un très fort accroissement d'audience

L'audience de *vie-publique.fr* a continué à progresser en 2004 (+200 % des visites), ce qui traduit la confiance de l'internaute dans le traitement de l'information (impartialité, neutralité et dynamisme du portail), dans l'enrichissement des contenus et dans le développement des services offerts.

La lettre de *vie-publique.fr* notamment, vecteur important de consultations, poursuit sa progression (+117 %), et compte plus de 40 000 abonnés fin 2004.

Evolution de la fréquentation de *vie-publique.fr* en 2004

Le graphique ci-dessous représente l'évolution du nombre mensuel de visites ⁽¹⁾, portail de l'administration, Les données sont collectées par le logiciel Xiti (At Internet), labellisé par l'organisme Diffusion Contrôle.



(1) La visite « se traduit par un ensemble de pages diffusées sur un même site. Une absence de consultation de nouvelles pages sur ce site, depuis un même poste connecté, dans un délai excédant 30 minutes, vaut pour fin de la visite.

Le nombre de visites sur un site s'exprime par rapport à une période de temps donnée (la journée, la semaine, le mois....) » (source : Xiti)

VISITEURS ET DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES

Ces visites contribuent à promouvoir le rôle de la Documentation française et à informer sur ses missions. Deux délégations de *Chine* et de *Taiwan* ont sollicité une présentation de *service-public.fr* : sa genèse, son organisation, son budget et, en particulier, le principe du **co-marquage**.

Ces intérêts constituent un signe fort de la reconnaissance de l'expertise de la Documentation française en matière d'ingénierie informatique et de modernisation de l'administration par des autorités étrangères, chinoises en l'occurrence, pour qui *service-public.fr* est un « modèle à suivre ». La visite de la Documentation française a en effet été incluse dans un voyage officiel d'études en France, encadré par les deux ambassades et offert à des personnels occupant des postes administratifs élevés (Chine : toute la gestion des personnels administratifs et Taiwan : les publications officielles).

La mission de la délégation chinoise (21 juin-2 juillet 2004) était inscrite dans le cadre de la convention de coopération signée entre le Ministère français de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat et le Ministère du personnel chinois.

Une autre demande d'information des visiteurs externes a concerné les *Dossiers en ligne* accessibles depuis *vie-publique.fr* et *ladocumentationfrancaise.fr*, leur constitution et leur organisation. Ainsi ont été accueillis, avec leurs responsables pédagogiques, des étudiants bibliothécaires belges (*Haute école namuroise catholique*), des étudiants néerlandais en langue et civilisation française (*Université d'Utrecht*) et, pour

la France, un groupe de stagiaires du *Centre d'initiation à l'Enseignement (CIES)* de la Sorbonne. Pour eux, le maintien en parallèle des dossiers en ligne et des dossiers traditionnels consultables sur place, notamment pour les dossiers internationaux et les dossiers sur l'Union européenne, est un des atouts de la Documentation française dans la mesure où les deux types de produits – papier et en ligne – leur ont semblé complémentaires, et garants un **accès** optimal à l'information.

UNE INFORMATION RELAYÉE

Le département de la communication – et particulièrement le service de presse – joue son rôle de relais d'information entre les services de la Documentation française, les médias et les partenaires. Il a diffusé ainsi, sous forme de **communiqué**, les informations majeures des trois sites de la Documentation française :

- pour *service-public.fr*, les principaux résultats de l'enquête d'« Opinion Way » ;
- pour *vie-publique.fr*, l'annonce de l'ouverture de la rubrique « Union européenne », des dossiers sur les élections régionales de mars 2004, puis sur les élections européennes de juin 2004 ;
- pour *ladocumentationfrancaise.fr*, la mise en ligne du dossier « Mieux connaître la LOLF ».

Il a enfin joué **un rôle de plate-forme dans la circulation des informations** en communiquant sur la parution des ouvrages, en envoyant aux journalistes demandeurs et aux libraires via *Electre/Livres Hebdo* un programme éditorial mensuel.

Les chiffres de l'Internet (en 2004)

	service-public.fr	ladocumentationfrancaise.fr	vie-publique.fr
pages vues	195 300 000	16 530 000	13 200 000
visites	26 400 000	3 550 000	2 900 000
abonnés à la lettre d'actualité	91 000	23 400	40 400





innover

Coperia

Amelia

**Le nouveau moteur
de recherche SearchServer**

**La production des contenus
de *vie-publique.fr* sous Spip**

Libris

**La réforme de l'État
et la modernisation
de l'administration**

**Le développement
des partenariats**

**Le lancement du projet
de formation en ligne
des fonctionnaires**

L'innovation – moteur de la modernisation du service public – est au cœur des préoccupations de la Documentation française, autant dans l'évolution de ses outils que par la place qu'elle veut tenir dans la société de l'information, et particulièrement de l'édition publique.

COPERIA



L'application COPERIA – CoProduction en Réseau de l'Information Administrative – est un extranet interministériel qui permet aux services de l'administration de travailler en réseau pour contribuer à enrichir et à mettre à jour la partie nationale du guide *Vos droits et démarches* de *service-public.fr*.

COPERIA est utilisé de façon opérationnelle depuis le **19 juillet** par les rédacteurs de la Documentation française et par le secrétariat général des CIRA pour produire et gérer les fiches d'informations et les questions-réponses rédigées par les informateurs des 9 centres CIRA.

Depuis le 1^{er} septembre 2004, les données produites dans COPERIA sont **diffusées** sur *service-public.fr*, sur les sites locaux adhérents au co-marquage avec la Documentation française ou avec la Caisse des dépôts, sur les sites des préfectures signataires d'une convention de co-marquage et dans l'application d'aide à la réponse des téléopérateurs du 3939.

COPERIA est conçu pour permettre à toute administration de **participer à la production du guide *Vos droits et démarches***. En effet, les organismes partenaires peuvent rédiger **directement** dans COPERIA des fiches relevant de leur compétence, référencer et qualifier des ressources (téléservice, téléprocédure, texte de référence, formulaire, organisme...), relire et valider les fiches d'information rédigées par l'équipe de rédaction de la Documentation française, recevoir automatiquement les informations produites dans leur domaine de compétence et participer à des discussions en utilisant les outils de communication internes à l'application.

La **complexité de l'architecture** et la **modernité des composants** employés ont entraîné une mobilisation importante de l'équipe informatique sur ce projet qui s'inscrit pleinement dans les objectifs d'**ADELE**.

AMELIA

La mise en place de COPERIA a entraîné le **changement d'outil de diffusion** pour la rubrique « vos droits » de *service-public.fr*. Cette application porte le nom d'AMELIA (Application de Mise En ligne de l'Information Administrative).

Le nouvel applicatif a été réalisé en interne. Deux versions ont été produites en 2004 : une première présentant les mêmes fonctionnalités qu'auparavant, avec la génération de pages statiques pour les internautes ; une seconde générant un environnement dynamique et intégrant les informations locales fournies par la Caisse des Dépôts.

Cette version, qui devrait être mise en œuvre début 2005 permet la **personnalisation géographique** par l'internaute des adresses locales pour effectuer ses démarches.

LE NOUVEAU MOTEUR DE RECHERCHE SEARCHSERVER

2004 est l'année d'une nouvelle **intégration** du moteur SearchServer de la société Hummingbird sur *service-public.fr* réalisée avec la solution Pertinence de la société Vileo. Aisément paramétrable, cette nouvelle intégration permet de **mutualiser le moteur sur les trois sites de la Documentation française** en appliquant des modalités de recherche spécifiques à chaque site.

Ce moteur indexe les pages de *service-public.fr*, de *vie-publique.fr*, de *ladocumentationfrancaise.fr* et un million de pages de tous les sites publics français. Les sites nationaux, les sites régionaux et les sites départementaux sont indexés jusqu'à six niveaux de profondeur ; les sites des communes, des universités et des grandes écoles jusqu'à quatre.

Le nouveau moteur de recherche est opérationnel depuis décembre 2004 sur les sites *service-public.fr* et *vie-publique.fr*. Il sera mis à disposition des internautes sur le site *ladocumentationfrancaise.fr* dans le courant du premier semestre 2005.

Sur *service-public.fr*, la recherche comprend désormais de **nouvelles fonctionnalités** : recherche sur un sous-ensemble du site, recherche uniquement sur les sites publics externes de son choix avec la possibilité de choisir un département, affichage des termes de la recherche, indication du type de contenus dans les résultats...

LA PRODUCTION DES CONTENUS DE VIE-PUBLIQUE.FR SOUS SPIP

Depuis juillet 2004, les contenus éditoriaux du portail *vie-publique.fr* qui s'effectuait jusqu'alors à partir d'un éditeur HTML (Dreamweaver) sont produits sous le logiciel libre SPIP de gestion de contenu. Le projet, lancé en mars 2004, a été entièrement mené par les équipes de la Documentation française.

Les équipes rédactionnelles du portail disposent ainsi de toutes les fonctionnalités classiques d'un outil professionnel de **gestion de contenu** : production en base de données, interface de saisie conviviale, assistance à la production éditoriale (correcteur orthographique, barre typographique), outils collaboratifs d'échanges entre producteurs, circuit de validation intégré (workflow), système de pré-diffusion....

Cet outil offre aux producteurs une plus grande réactivité de mise en ligne, une meilleure synergie entre les contenus et de nouvelles possibilités de diffusion des informations sur d'autres sites grâce au système de syndication des contenus (fils RSS).

LIBRIS

Afin de permettre à l'ensemble des services qui participent à la fabrication des ouvrages de la Documentation française de disposer d'un **outil recensant toutes les informations de référencement**, un logiciel spécifique a été développé en interne par le département des systèmes informatiques. En cours de tests depuis la fin 2004, il devrait être mis en exploitation début 2005.

« Je m'appelle Michel Camdessus... »

La Documentation française a étoffé l'offre qui, pour ses internautes, accompagne les titres qu'elle édite. Trois auteurs de rapports officiels se sont ainsi vu proposer de présenter les points saillants de leurs ouvrages, au travers de **vidéos en ligne**. Ces formats courts (3 minutes environ) détaillent le contexte, les enjeux et les préconisations issues de leurs travaux.



Ces vidéos, accessibles aux formats Flash et Windows Média sous la rubrique « Les entretiens de la DF » depuis la page d'accueil du site www.ladocumentationfrancaise.fr ont rencontré un vif succès. Une version texte a également été mise en ligne pour offrir une meilleure accessibilité à ce mode original de présentation.

LA RÉFORME DE L'ÉTAT ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

L'innovation à la DF passe, aussi, par la modernisation des procédures et outils de gestion de la Direction. Son cadre général au sein de la Direction est le Plan de réforme des procédures administratives, comptables et financières (PDAC), dont un des objectifs est aussi d'assurer la bonne adéquation du fonctionnement de la Direction aux nouvelles règles découlant de la LOLF.

LA MISSION DE CONTRÔLE DE GESTION ET DE CONTRÔLE INTERNE

Pour mieux coordonner et animer ces évolutions qui vont toutes dans le sens du renforcement du contrôle et du pilotage de l'activité, une Mission de contrôle de gestion et de contrôle interne a été créée en février. Directement rattachée au sous-directeur de l'Administration, afin de rapprocher l'équipe composant la mission de la direction, elle a en charge l'analyse et le suivi des activités, et la remontée des

informations de gestion nécessaires au comité de direction dont elle facilite ainsi le pilotage stratégique et l'activité. 2004 a notamment vu la systématisation et la formalisation de l'ensemble des documents de reporting interne de la Direction.

LE PDAC

Au cours de l'année 2004, les agents de la mission ont été largement engagés dans les différents chantiers du plan d'action (PDAC) mis en œuvre à l'été 2003 en vue de l'amélioration du cadre et des procédures de gestion budgétaire, financière et comptable. Ils constituent, avec le chef de projet informatique du PDAC, l'ossature du groupe de projet, qui comprend aussi des cadres de tous les services de la Direction. Les groupes de travail thématiques ayant la charge du développement et de la mise en place des différents volets du PDAC ont été constitués en faisant appel aux agents directement en charge de l'animation ou de l'application des processus réformés dans le cadre du plan.

Le nouveau système de comptabilité analytique

Outil le plus attendu pour l'amélioration du suivi et pilotage économique de l'activité, le nouveau système de comptabilité analytique de la Direction, qui, à la différence de celui mis en place depuis 1999, couvrira



l'intégralité des activités, produits et canaux de diffusion, marchands et non-marchands, a été totalement conçu au cours de l'année dans le cadre du PDAC dont il constitue un des projets principaux. Près de 20 réunions ont été tenues en 2004 pour décrire les informations nécessaires à la mise en œuvre du nouveau système de comptabilité analytique (incluant à la fois les dépenses du budget général et celles du compte de commerce) et les mécanismes de répartition des charges directes et indirectes sur les activités et les produits. Les opérations concrètes de création du nouveau système (développements informatiques, nouvelles procédures) qui découlent de ce travail commenceront début 2005 pour une mise en exploitation prévue à l'automne 2005.

OSCAR V3

L'outil juridique de gestion des commandes du compte de commerce, OSCAR, développé en 2002 et utilisé depuis début 2003 pour 70 % des dépenses marchandes, est au cœur des travaux d'un des principaux groupes de projet du PDAC, dont la mission est de renforcer la sécurité juridique et le suivi et contrôle budgétaire de l'intégralité des actes de gestion du compte de commerce. Le groupe a ainsi rédigé en 2004 le cahier des charges de l'extension d'OSCAR en un outil global de suivi des commandes et des factures, de la passation de commande à la mise en paiement de la facture, mais aussi de suivi et prévision budgétaire du compte de commerce. Là encore, la mise en exploitation de cette « V3 » d'OSCAR aura lieu dans le courant de 2005.

Un document de référence en matière de procédures de commande a été dans ce même but élaboré dans le cadre du PDAC, le *Manuel de la commande publique à la DDF*. Rédigé par les chefs de projet avec la participation de l'ensemble des services « dépensiers » de la Direction, ce manuel est le document opérationnel synthétisant les procédures et règles de commande ayant conduit au développement de la nouvelle version d'OSCAR.

La LOLF

Enfin, en lien direct avec l'entrée en vigueur début 2006 de la totalité des dispositions de la LOLF, le PDAC a été également le cadre des travaux ayant permis, dès la fin 2004 (donc en avance de plus de six mois sur le

calendrier interministériel) de s'assurer de la parfaite conformité des outils comptables et des procédures budgétaires de la Direction aux futures exigences de la loi organique, tant pour le compte de commerce que pour le budget général. Les travaux ont porté, entre autres, sur le plan comptable, la définition des objectifs et indicateurs de performance et les nouvelles modalités de suivi des effectifs.

L'équipe du PDAC a collaboré directement avec le chargé de mission Département comptable ministériel (DCM) nommé en 2004 auprès de la DSAF, ainsi qu'avec le Contrôle financier, la Direction Générale de la Comptabilité Publique, la Direction du Budget et la Direction de la Réforme Budgétaire pour tous les aspects ayant trait au compte de commerce (notamment sa conformité au futur plan comptable de l'Etat et la préparation du bilan d'ouverture de la comptabilité de l'Etat), les évolutions concernant le Budget général étant coordonnées et animées par la DSAF.

LE DEVELOPPEMENT DES PARTENARIATS

n avec les associations professionnelles

Au cours de l'année, la Documentation française a resserré ses liens avec les associations, notamment avec **Communication publique** qui réunit les communicants de la sphère publique depuis quinze ans. Ce partenariat s'est concrétisé par deux actions :

- 1 une nouvelle édition de l'ouvrage « *Les règles d'or de la communication publique* » (tirage de 3000 exemplaires)
- 1 l'organisation d'une conférence débat, le 16 juin, sur le thème « *L'édition publique au service des usagers* », à l'occasion de la présentation à la presse des trois premiers volumes de la collection de la Documentation française « *Droits et démarches* ».

n avec les universités françaises

Plusieurs **partenariats** ont été conclus en 2004. Ils se sont concrétisés :

- 1 par la **soutenance de deux mémoires de DESS**. Le premier avec l'université de **Paris XII**, UFR des Lettres et sciences humaines, a porté sur « Communiquer le changement dans l'édition publique : l'exemple de la Documentation française » ; le second avec **Paris IV-Sorbonne**, et plus particulièrement le **CELSA** :

« Communiquer la complexité : la Documentation française, entre mission de service public et activités à caractère commercial »

1 par les **travaux de deux groupes d'étudiants du Celsa**, plus précisément du département Communication et Supports numériques, dans le cadre des analyses des politiques éditoriales menées par les étudiants du **Master professionnel** (option communication multimédia). L'un a réfléchi sur les **contenus des lettres de diffusion** de *ladocumentationfrancaise.fr* et de *vie-publique.fr* et leurs possibles synergies ; l'autre sur l'**optimisation des alertes** sur le site *service-public.fr*. Ces analyses ont fait ressortir « *un point de vue critique sur les dispositifs numériques et leur implémentation dans l'organisation ou l'institution de référence* ».

LE LANCEMENT DU PROJET DE FORMATION EN LIGNE DES FONCTIONNAIRES

La Documentation Française a lancé durant l'année 2004 le **projet de création** d'une offre en ligne destinée à accompagner la formation continue des fonctionnaires des trois fonctions publiques en réunissant les grands opérateurs publics de formation (CNED, CNFPT, IGPDE).

L'objectif est de réunir, de fédérer et de développer les compétences des partenaires, dans le respect des activités de chacun, afin de **proposer à l'ensemble des collectivités publiques des modules de formation** sur les domaines transversaux aux trois fonctions publiques que sont la **Vie administrative** (connaissance de l'administration, connaissance des collectivités locales, LOLF, droit public, politiques publiques, etc.), la **Culture générale** (questions européennes, développement durable, mondialisation, etc.), la **Gestion** (gestion des ressources humaines, management, gestion de projet, conduite du changement, gestion publique, etc.) et les **Méthodes de travail** (rédaction d'une note de synthèse, d'un rapport, d'une note administrative, etc.).

En se limitant aux formations les plus générales, qui correspondent aussi au champ de compétences traditionnel de la Documentation Française, cette nouvelle offre permettra aux administrations de se consacrer plus efficacement aux formations qui leur sont spécifiques.

La **voie de l'expérimentation** sera privilégiée pour ce projet d'*e-learning*. Dans le cadre d'une démarche progressive, un domaine comme la formation à la LOLF représentera un premier axe de développement d'une offre en ligne à destination des administrations de l'Etat, centrales et déconcentrées. Parallèlement, un domaine intéressant les collectivités territoriales sera aussi mis en chantier.

Les **compétences en ingénierie éditoriale et documentaire** de la Documentation française, l'immense **entrepôt de données**, de ressources et d'informations dont elle détient une grande partie des droits, la **marque** connue et reconnue qu'elle représente, les **liens** forts et anciens avec le monde de la fonction publique, le succès récent de ses **activités en ligne**, et son **positionnement interministériel et inter-fonctions publiques** constituent en outre des **atouts** indéniables pour ce projet.



Les services de la Documentation française



LES EFFECTIFS

Fin 2004, la Documentation française comptait 378 agents.
Les femmes représentent 61 % de l'effectif global, les hommes 39 %.

Répartition des effectifs réels par statut (présents au 31 décembre 2004)

STATUT	A	B	C	TOTAL
Titulaires	106	41	106	252
Contractuels	61	45	19	125
TOTAL	167	86	125	378

Les mouvements de personnel

50 mouvements de personnel ont été enregistrés en cours d'année.
33 agents ont quitté la Documentation française : 7 agents ont fait valoir leurs droits à la retraite ; 10 agents ont modifié leur parcours professionnel (concours, détachement...).

Dans le même temps, 17 agents sont arrivés.
En interne, 8 agents ont changé d'affectation.

Les métiers

Au sein du Répertoire des métiers des services du Premier ministre, la Documentation française compte **82 métiers** répartis en **8 familles professionnelles** : administration et gestion ; commerce ; communication ; documentation ; édition ; études et réglementation ; logistique ; systèmes d'information.

Répartition par sous-directions et services

	Nombre d'agents	en % de l'effectif global
Ressources éditoriales et documentaires	128	34 %
Produits, services et diffusion	148	39 %
Administration	75	20 %
Autres services	27	7 %

LA FORMATION

Le nombre d'actions de formation réalisées en 2004 est supérieur de **15 %** à celui de l'année précédente ; le nombre de jours de formation est en augmentation de **12,8 %** et les dépenses de formation progressent de 13 % par rapport à l'année 2003.

Les actions réalisées se sont inscrites dans les priorités du plan annuel de formation. Les formations les plus nombreuses concernent la gestion publique, les TIC et la documentation, l'informatique, le management et les ressources humaines.

Chiffres-clés 2004

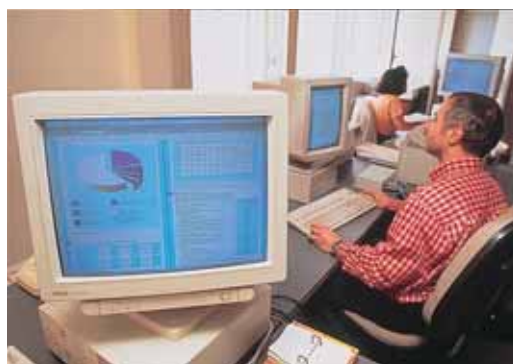
Nombre d'actions de formation	562
Nombre de jours de formation	1579 jours
Nombre de jours de formation moyen par agent	4 jours
Nombre d'agents ayant suivi au moins une action de formation	253 agents sur 378
Dépenses de formation	130 142 €

LES RELATIONS SOCIALES

Le comité technique paritaire spécial (CTPS) a été réuni à 4 reprises en 2004.

La composition du comité technique paritaire ministériel, du comité d'hygiène et de sécurité et des CTPS des services du Premier ministre ont été renouvelées en 2004.

2004		
CTPS de la Documentation française	Suffrages exprimés	Nombre de sièges
Taux de participation global	75,3 %	
Syndicat CFDT	46,9 %	5
Syndicat CGT	35,7 %	4
Syndicat Autonome UNSA	14,4 %	1



L'intranet

La **version actuelle** de l'Intranet a poursuivi son évolution avec la création de deux nouvelles rubriques. Le multimédia a également fait son entrée par la mise en ligne de la vidéo des discours, filmés à l'occasion de l'inauguration du fonds Sources d'Europe.

Par ailleurs, une nouvelle application 'annuaire' a vu le jour, permettant à chacun de voir très préci-

sément l'arborescence hiérarchique de l'institution. Une nouvelle interface de saisie des données a été réalisée, permettant à présent des mises à jour instantanées.

Parallèlement les travaux de **refonte** de l'intranet se sont poursuivis. Une cellule éditoriale et technique, dans le cadre de sous-groupes de travail, a décrit pour le Département des systèmes infor-

matiques l'ensemble des contenus, leur organisation, et exprimé des souhaits de développement d'applications. Les futurs contributeurs ont également été désignés. Le cahier des charges ayant été réalisé et validé en 2003, seuls les développements restent à venir.

Le glossaire

des termes

métiers

ADELE

Programme gouvernemental ADministration ELEctronique 2004/2007

AMELIA

Application de Mise En ligne de l'Information Administrative. Outil de diffusion pour les contenus de *service-public.fr*

CO-MARQUAGE

Système de mutualisation des données administratives entre un site national, *service-public.fr*, et de multiples sites locaux. Le co-marquage permet aux sites de proximité, naturellement consultés par l'utilisateur pour se renseigner, de rediffuser les contenus de *service-public.fr* et de les enrichir de données locales complémentaires

CONTENU

Terme qui désigne les informations publiées sur un site web

COPERIA

(CoProduction En Réseau de l'Information Administrative) application pour la production des contenus de *service-public.fr*

DATAWAREHOUSE

Entrepôt de données

ENTREE

Nouveau titre d'ouvrage ou nouvelle édition d'un annuel, intégrés au fonds documentaire.

DESHERBAGE

Sélection méthodique d'ouvrages ou de fascicules de revues dans le fonds existant. L'objectif peut être divers : recentrage du fonds ancien par rapport aux axes de la politique d'acquisition actuelle, élimination des éditions périmées, des doublons inutiles, gain de place. Les exemplaires ainsi choisis, selon des critères précis, sont soit pilonnés, soit offerts en don à d'autres bibliothèques

ECPAD

Etablissement de communication et de production audiovisuelles de la Défense

EXTRANET

Utilisation de l'internet dans laquelle une organisation profite du Réseau des Réseaux pour interconnecter ses différents constituants

FIL RSS

Diffusion automatique et actualisée d'information en ligne (principe du fil AFP)

INDEXER

Attribuer un ou des mots-clés pour caractériser le contenu des documents traités. Ils permettront au logiciel de créer des index, facilitant la recherche

INFORMATION A DISTANCE

Par opposition à l'accueil physique en salle, l'information à distance recouvre tous les moyens et services permettant à l'utilisateur de poser une question et d'obtenir une réponse : courrier, téléphone, courriel

INTRANET

Ensemble de services internet internes à un réseau local, accessibles uniquement à partir des postes de ce réseau

LIBRE ACCES

Mode d'organisation des collections en salle qui autorise le lecteur à consulter seul les documents disposés sur les rayons. Le libre accès (ou accès libre) suppose, pour une pleine performance, de ranger les documents selon un plan de classement proche de la démarche de recherche du lecteur et reflétant le domaine couvert

LIBRIS

Logiciel spécifique recensant toutes les informations de référencement

LICENCE GPL

Mode de diffusion des logiciels libres précisant les droits et obligations des utilisateurs desdits logiciels

LOGICIEL LIBRE

Est dit libre tout logiciel dont la licence accorde à l'utilisateur un certain nombre de libertés d'exécution, d'adaptation, de redistribution des copies, d'amélioration et de diffusion de ces améliorations

LOLF

Loi organique 2001-692 relative aux lois de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001

MICROFORMES

Terme générique pour désigner les microfiches et microfilms

PDAC

Plan d'Actions de réforme des procédures administratives et comptables. Ce Plan de travail vise les études, la conception, la réalisation et la mise en œuvre de nouvelles procédures de gestion

PLV

Publicité sur le Lieu de Vente

PORTAIL D'INFORMATION

Site ou page Web présentant, sous forme ordonnée, un ensemble de ressources en ligne sur un sujet donné. Sorte de « guichet unique » pour qui veut aller à l'essentiel, le portail récapitule des ressources qui ont fait l'objet d'une sélection et d'une validation par un personnel qualifié

PROGICIEL

Ensemble cohérent et indépendant constitué de programmes, de services et de supports de manipulation et de traitement de l'information

RECUPERATION DE NOTICES

Autrement appelée « dérivation », cette opération consiste à reprendre des descriptions bibliographiques d'ouvrages dans une base extérieure (« réservoir »), nationale ou internationale. On peut citer la base commerciale Electre, le Sudoc, BN-Opale Plus de la BNF, ou OCLC. Cette procédure permet de ne pas perdre du temps à refaire une notice, alors qu'elle est déjà disponible ailleurs dans le format souhaité (généralement le format de type MARC)

SYNDICATION DES CONTENUS

La syndication permet aux internautes et aux webmasters de recevoir et de diffuser librement les flux d'informations des sites émetteurs. L'information se présente sous forme de fils d'information. Ces fils peuvent être affichés sur une page web par les webmasters. Ils peuvent également être lus par les internautes qui auront téléchargé sur Internet un lecteur approprié. Certains navigateurs intègrent ces lecteurs

SPIP

Logiciel issu des technologies du libre (*open source*)

USUELS

Partie d'un fonds de bibliothèque constitué de documents de référence, tels les dictionnaires, répertoires, annuaires, glossaires, etc.

Annexes

ANNEXE 1 : Textes de référence

**ANNEXE 2 : Evolution entre les crédits
votés pour les années 2001 à 2004**

**ANNEXE 3 : Résultats du compte
de commerce en trésorerie**

**ANNEXE 4 : Résultat d'exploitation
du compte de commerce (en K€)**

**ANNEXE 5 : Analyse du chiffre
d'affaires sur le compte de commerce**

**ANNEXE 6 : Evolution du chiffre d'affaires courant TTC
sur le compte de commerce (1993-2004)**

ANNEXE 7 : Résultats des ventes des publications

**ANNEXE 8 : Statistiques globales
de fréquentation des sites en 2004**

Les missions, les attributions générales et l'organisation

- n Décret n°76-125 du 6 février 1976 relatif aux attributions de la direction de la Documentation française
- n Loi de finances pour 1979 (article 58) portant création d'un compte de commerce à la direction de la Documentation française
- n Arrêté du 27 novembre 2001 relatif à l'organisation de la Documentation française en sous-directions
- n Arrêté du 27 novembre 2001 relatif à l'organisation de la Documentation française en sous-directions et départements
- n Arrêté du 12 avril 2002 relatif à la création du site internet intitulé « ladocumentationfrancaise.fr »
- n Arrêté du 5 juillet 2002 relatif à la création du site internet intitulé « vie-publique.fr »
- n Arrêté du 6 février 2004 modifiant l'arrêté du 27 novembre 2001 relatif à l'organisation de la Documentation française en sous-directions (JO n° 34 du 10 février 2004)
- n Arrêté du 6 février 2004 modifiant l'arrêté du 27 novembre 2001 relatif à l'organisation de la Documentation française en sous-directions et départements (rectificatif) (JO n° 44 du 21 février 2004)

Le rôle de la direction de la Documentation française dans les dispositifs d'information administrative du public

- n Circulaires du Premier ministre du 25 octobre 1989 et du 31 janvier 1990 relatives au développement de l'information administrative du public à travers la télématique et circulaire du 23 février 1995 relative à l'amélioration des relations entre les services publics et les usagers
- n Circulaire du Premier ministre du 10 avril 1995 relative à l'exploitation et à la conservation des rapports administratifs
- n Circulaire du Premier ministre du 15 mai 1996 relative à la communication, à l'information et à la documentation des services de l'Etat sur les nouveaux réseaux de communication
- n Circulaire du Premier ministre du 28 janvier 1999 relative à la diffusion gratuite des rapports officiels sur l'Internet
- n Circulaire du Premier ministre du 7 octobre 1999 relative aux sites Internet des services et des établissements publics de l'Etat
- n Circulaire du Premier ministre du 31 décembre 1999 relative à l'aide aux démarches administratives sur l'Internet
- n Arrêté du 6 novembre 2000 relatif à la création d'un site sur internet intitulé « service-public.fr »

Le rôle de la direction de la Documentation française en matière d'édition

- n Circulaire du Premier ministre du 20 mars 1998 relative à l'activité éditoriale des administrations et des établissements publics de l'Etat.
- n Décret n°98-752 du 27 août 1998 instituant un comité des publications auprès du Secrétaire général du Gouvernement et abrogeant le décret n°71-570 du 13 juillet 1971 portant création d'une Commission de coordination de la documentation administrative
- n Circulaire du Premier ministre du 22 décembre 1998 relative au fonctionnement du Comité des publications
- n Circulaire du 9 décembre 1999 relative à l'institution d'un Médiateur de l'édition publique
- n Circulaire du Premier ministre du 24 mars 2005 relative à la réalisation de produits éditoriaux par les administrations centrales

Annexe 2

Budget général : Evolution entre les crédits votés pour les années 2001 à 2004

CREDITS PAR CHAPITRE 2001 *	Crédits votés 2002 *	Crédits votés 2003 *	Crédits votés 2004 *	Crédits votés 2004/2003	évolution
I - PERSONNEL					
37-30 Rémunérations des personnels	6 027 998 €	6 191 923 €	6 144 532 €	6 221 593 €	+ 1,3%
37-30 Indemnités et allocations diverses	1 176 475 €	1 225 650 €	1 275 912 €	1 347 622 €	+ 5,6%
37-30 Autres rémunérations	484 941 €	367 869 €	370 909 €	385 334 €	+ 3,9%
33-90 Cotisations sociales, part de l'Etat	918 925 €	912 979 €	912 624 €	868 672 €	- 4,8%
33-91 Prestations sociales versées par l'Etat	152 167 €	152 844 €	151 071 €	156 305 €	+ 3,5%
Total des chapitres 31-02 à 33-91	8 760 506 €	8 851 265 €	8 855 048 €	8 979 526 €	+ 1,4%
II - FONCTIONNEMENT					
34-98 Moyens de fonctionnement					
Dépenses informatiques, dont :	2 728 837 €	2 423 939 €	2 723 939 €	2 723 939 €	+ 0,0%
maintien de l'existant	1 082 388 €	1 356 796 €	1 810 000 €	2 140 000 €	+ 18,2%
mesures nouvelles	1 646 449 €	1 067 143 €	913 939 €	583 939 €	- 36,1%
Autres dépenses	925 763 €	925 763 €	1 125 763 €	868 445 €	- 22,9%
Total du chapitre 34-98	3 654 600 €	3 349 702 €	3 849 702 €	3 592 384 €	- 6,7%
III - INVESTISSEMENTS					
57-02 Autorisations de programme	1 067 143 €	1 067 000 €	1 244 000 €	1 244 000 €	=
Crédits de paiement (CP)	914 694 €	915 000 €	1 072 000 €	1 072 000 €	=
TOTAL GENERAL (CP)	13 329 800 €	13 115 967 €	13 776 750 €	13 643 910 €	- 1,0%

(*) Loi de finances initiale

Annexe 3

Résultats du compte de commerce en trésorerie

	gestion 2002	gestion 2003	gestion 2004
RECETTES EFFECTUEES			
Ligne 1 :			
§ 1 : ventes de publications	7 712 681	5 608 945	6 228 107
§ 2 : prestations de services	5 316 775	5 888 916	5 994 679
sous-total	13 029 456	11 497 861	12 222 786
Ligne 2 :			
Versement du budget général	0	3 120 000	0
Ligne 3 :			
Recettes diverses ou accidentelles	311 370	500 245	388 662
Ligne 4 :			
Avoirs des administrations par répartition	1 731 355	2 597 879	2 532 546
Avoirs des administrations par ordonnances	1 539 497	526 062	51 376
sous-total	3 270 852	3 123 941	2 583 922
Total des recettes	16 611 679	18 242 047	15 195 370
DEPENSES EFFECTUEES			
Chapitre 1 :			
Achats	1 029 150	1 222 596	764 955
Travaux	5 049 333	6 253 336	4 035 713
Frais de fonctionnement	2 059 508	2 324 907	1 997 004
sous-total	8 137 991	9 800 839	6 797 673
Chapitre 2 :			
Frais de personnel remboursés au budget général	5 181 431	5 316 244	4 856 531
Chapitre 3 : Dépenses diverses ou accidentelles	1 697 442	621 919	156 272
Chapitre 4 : Dépenses sur avoirs des administrations	2 363 143	3 149 703	3 412 562
Total des dépenses	17 380 007	18 888 705	15 223 039
TRESORERIE			
Trésorerie de l'année (recettes - dépenses)	- 768 331	- 646 659	- 27 669
Trésorerie réelle totale (incluant résultats antérieurs)	- 2 263 810	- 2 910 469	- 2 938 138
Report de charges total (NB : estimé pour 2004)	3 521 776	728 517	870 000
Montant des restes à recouvrer	+ 5 359 535	+ 5 665 095	+ 5 489 425

Annexe 4

Résultat d'exploitation du compte de commerce (en K euros)

	gestion 2002	gestion 2003	gestion 2004
CHIFFRE D'AFFAIRES			
Chiffre d'affaires courant net	15 198	15 131	15 791
Annulations sur exercices antérieurs	- 582	- 229	- 823
Chiffre d'affaires net	14 616	14 902	14 968
DEPENSES			
Dépenses payées de l'exercice (hors avoirs)	8 947	11 691	11 031
Constitutions d'avoirs des administrations	3 271	3 124	2 584
Report de charges sur l'exercice suivant	3 522	729	870
Total des dépenses	15 740	15 544	14 485
RESULTAT D'EXPLOITATION			
Résultat d'exploitation annuel	- 1 124	- 642	+ 484
ENDETTEMENT / CREANCES			
Avoirs des administrations	5 803	6 127	5 189
Découvert autorisé auprès du Trésor public	2 264	2 910	2 938
Montant des restes à recouvrer	5 360	5 665	5 489

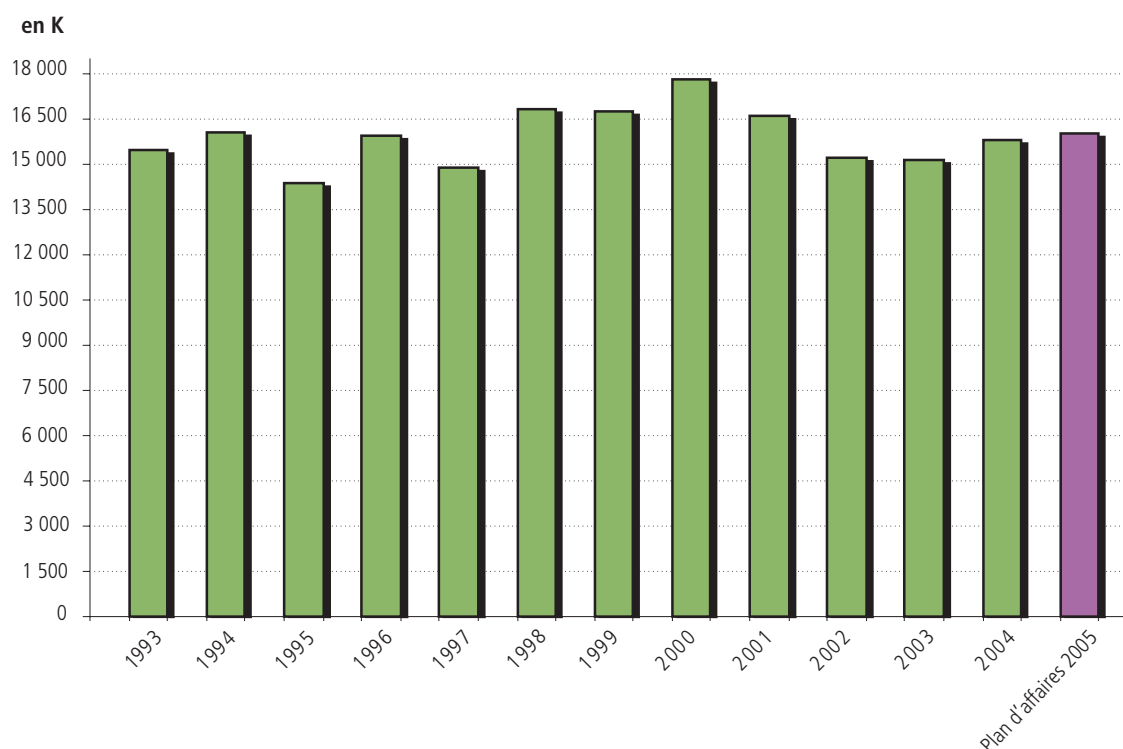
Annexe 5

Analyse du chiffre d'affaires sur le compte de commerce

Droits constatés au 31/12	2002	2003	2004	évolution 04 / 03
VENTES				
Ventes de publications	8 731 312	7 874 591	8 560 376	+ 8,7%
dont : part DF	6 985 695	4 924 865	6 006 576	+ 22,0%
part des administrations	745 617	2 949 726	2 553 800	- 13,4%
Marchandises revendues	331 689	219 791	511 967	+ 132,9%
sous-total ventes	9 063 001	8 094 381	9 072 342	+ 12,1%
TRAVAUX				
Travaux d'édition	4 225 207	4 989 162	4 776 458	- 4,3%
Etudes	0	0	8 200	+ 100,0%
Diffusion - routage	1 024 471	1 036 671	907 783	- 12,4%
sous-total travaux	5 249 678	6 025 834	5 692 441	- 5,5%
PRODUITS DIVERS	399 093	530 306	502 062	- 5,3%
TOTAL C. A. H. T.	14 711 771	14 650 521	15 266 844	+ 4,2%
T. V. A.	485 949	480 034	524 518	+ 9,3%
TOTAL C. A. COURANT T. T. C.	15 197 721	15 130 555	15 791 362	+ 4,4%
ANNULATIONS sur exercices antérieurs	-581 866	-229 011	-823 039	+ 259,4%
TOTAL C. A. NET T. T. C.	14 615 854	14 901 544	14 968 323	+ 0,4%

Annexe 6

Evolution du chiffre d'affaires courant TTC sur le compte du commerce 1993-2004 (CA annuel en K€)



Annexe 7

Résultats de ventes des publications

Collections d'ouvrages (chiffre d'affaires net en K€)			
	Réalisation 2003	2 004	Variation 2004 /2003
Fac	201	293	+ 46,0%
Notices	178	270	+ 51,4%
Etudes	148	184	+ 24,7%
Découverte de la vie publique (nouvelle collection 2004)	-	46	ns
Droits et Démarches (nouvelle collection 2004)	-	42	ns
Documents d'études	46	34	- 26,1%
Réflexe Europe	36	27	- 24,0%
Retour aux textes	23	13	ns
Asie Plurielle (collection arrêtée depuis février 2002)	5	2	ns
Vivre en Europe (collection arrêtée depuis mars 1999)	2	1	ns
Total :	638	912	+ 43,0%

Périodiques : abonnements + ventes au détail (chiffre d'affaires net en K€)			
	Réalisation 2003	2 004	Variation 2004 /2003
Documentation photographique	443	596	34,5%
Problèmes économiques	473	453	- 4,2%
Cahiers français	353	370	4,8%
Problèmes politiques et sociaux	171	237	38,6%
Les Etudes de la DF	131	219	67,2%
Questions internationales	93	199	114,0%
Regards sur l'actualité	148	160	8,1%
Courrier des pays de l'Est	86	78	- 9,3%
Total :	1 898	2 312	+ 21,8%

Périodiques : récapitulatif			
	Réalisation 2003	2 004	Variation 2004 /2003
Chiffre d'affaires net total des abonnements (K€)	1 430	1 687	+ 18,0%
Chiffre d'affaires net total des numéros séparés (K€)	468	625	+ 33,5%
Total :	1 898	2 312	+ 21,8%

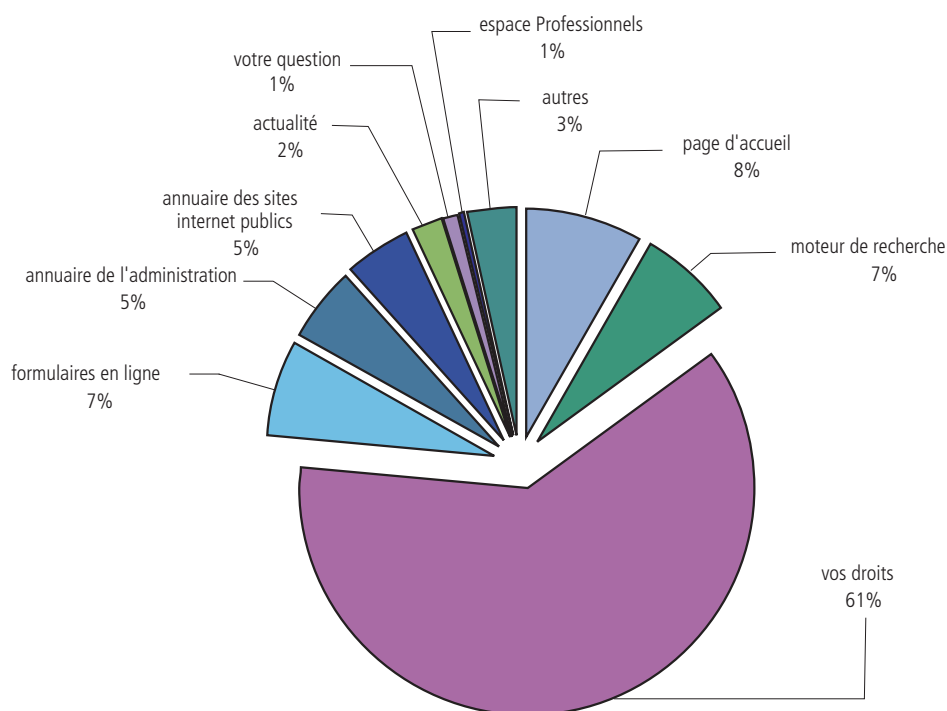
Annexe 8

Statistiques globales de fréquentation des sites sur 2004

1. Service-public.fr

mois	2004 (visites)	2004 (pages vues)	2003 (pages vues)	Progression des pages vues 2004/2003 (en %)
janvier	2 230 948	14 836 548	12 855 361	+15,41%
février	2 299 813	15 283 502	12 430 092	+22,96%
mars	2 690 966	17 524 739	13 613 937	+28,73%
avril	2 021 954	14 852 384	11 830 420	+25,54%
mai	1 891 094	13 470 526	11 441 366	+17,74%
juin	2 121 409	15 636 123	10 805 932	+44,70%
juillet	1 950 235	15 176 282	11 121 624	+36,46%
août	1 826 678	15 148 727	9 059 823	+67,21%
septembre	2 434 375	19 739 112	13 473 314	+46,51%
octobre	2 454 458	19 861 631	14 326 587	+38,63%
novembre	2 416 413	18 524 518	14 000 310	+32,32%
décembre	2 060 208	15 258 434	11 319 525	+34,80%
Total	26 398 551	195 312 526	146 278 291	+33,52%

Répartition des pages vues selon les rubriques



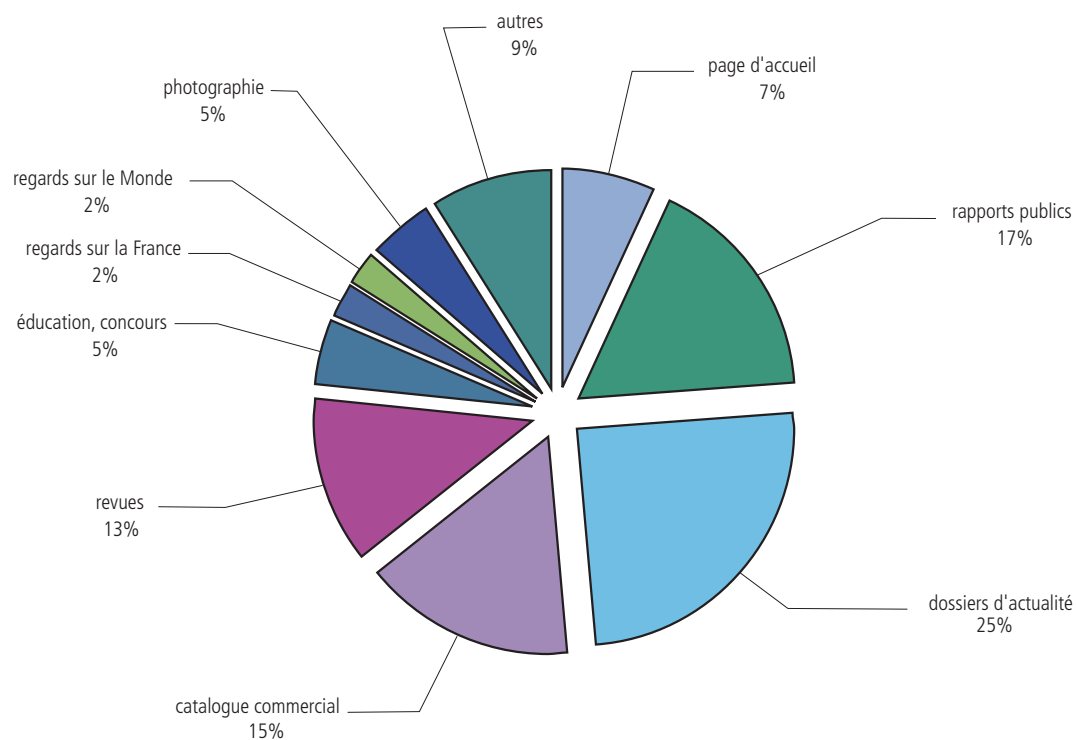
Annexe 8

Statistiques globales de fréquentation des sites sur 2004

2. Ladocumentationfrancaise.fr

mois	2004 (visites)	2004 (pages vues)	2003 (pages vues)	Progression des pages vues 2004/2003 (en %)
janvier	308 757	1 540 035	1 077 633	+42,91%
février	278 224	366 610	1 094 811	+24,83%
mars	293 867	1 480 301	1 248 099	+18,60%
avril	240 497	1 243 663	1 085 474	+14,57%
mai	272 008	1 352 080	1 123 104	+20,39%
juin	220 016	1 100 743	837 725	+31,40%
juillet	165 441	821 093	677 588	+21,18%
août	172 237	850 845	534 625	+59,15%
septembre	314 791	1 376 708	861 555	+59,79%
octobre	455 263	1 874 924	1 227 294	+52,77%
novembre	484 784	2 010 574	1 428 536	+40,74%
décembre	348 371	1 512 254	1 078 924	+40,16%
Total	3 554 256	16 529 830	12 275 368	+34,66%

Répartition des pages vues selon les rubriques



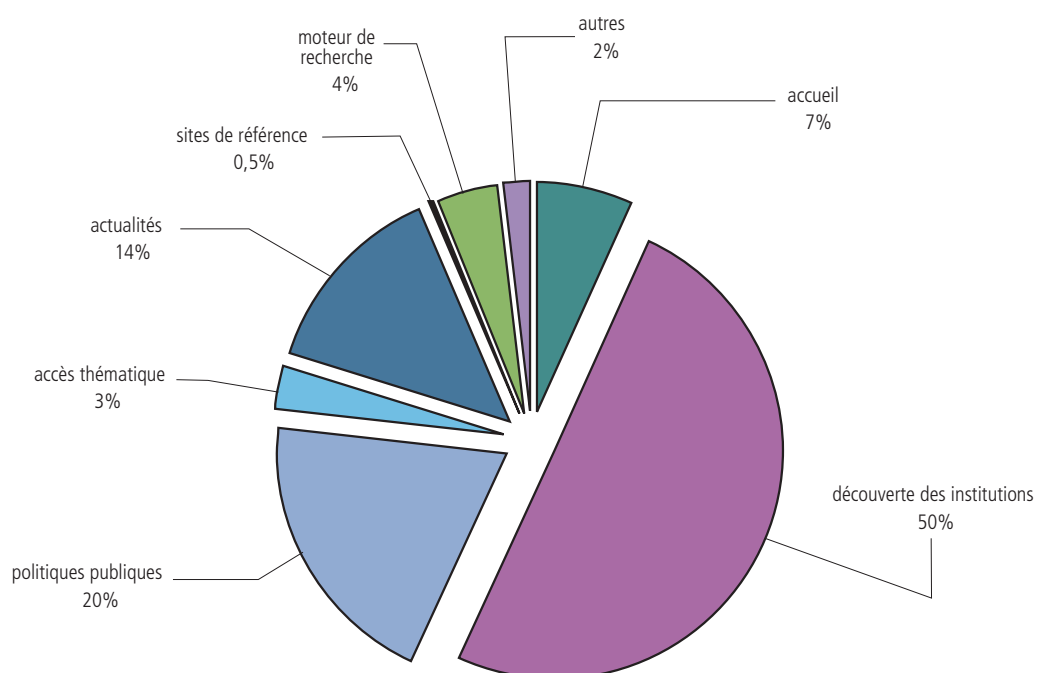
Annexe 8

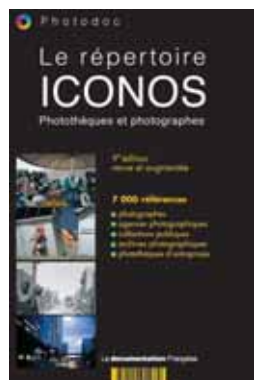
Statistiques globales de fréquentation des sites sur 2004

3. Vie-publique.fr

mois	2004 (visites)	2004 (pages vues)	2003 (pages vues)	Progression des pages vues 2004/2003 (en %)
janvier	186 644	1 020 948	278 616	+266,44%
février	192 651	968 265	262 469	+268,91%
mars	290 966	1 342 655	394 518	+240,33%
avril	201 332	959 794	319 260	+200,63%
mai	227 319	1 080 227	368 057	+193,49%
juin	218 606	936 864	271 372	+245,23%
juillet	134 377	576 674	216 229	+166,70%
août	141 518	615 135	192 882	+218,92%
septembre	269 877	1 187 665	366 854	+223,74%
octobre	337 514	1 491 302	538 157	+177,11%
novembre	389 002	1 718 358	800 093	+114,77%
décembre	299 670	1 252 920	674 313	+85,81%
Total	2 889 476	13 150 807	4 682 820	+180,83%

Répartition des pages vues selon les rubriques







La Documentation française
Département de la communication
 29, quai Voltaire
 75344 Paris Cedex 07
 Téléphone : 01 40 15 70 42
 Télécopie : 01 40 15 67 85
depcom@df.gouv.fr
www.ladocumentationfrancaise.fr